

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI DU 13 JUILLET 1907

ET

LES SALAIRES DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Lundi 24 Mai 1909, à 1 heure.

PAR

ANDRÉ MULOTTE

Président : M. AMBROISE COLIN, *professeur.*

Suffragants { MM. BARTIN, *professeur.*
WAHL, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^t)

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA LOI DU 13 JUILLET 1907

ET

LES SALAIRES DE LA FEMME MARIÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Lundi 24 Mai 1909, à 1 heure.

PAR

ANDRÉ MULOTTE

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.
Suffragants { MM. BARTIN, professeur.
WAHL, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et ancienne Librairie F. Pichon réunies

F. PICHON ET DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (3^e ARR^t)

—
1909





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

La situation juridique de la femme se transforme avec l'état social, avec le degré de civilisation des peuples.

Les pays barbares, chez lesquels la force physique joue un rôle prépondérant, considèrent la femme comme un être inférieur placé sous la dépendance de l'homme.

Mais, dès que les mœurs s'adoucissent, dès que les arts, la littérature font leur apparition, l'homme reconnaît peu à peu la suprématie de l'intelligence sur la force brutale, il subit de plus en plus l'influence féminine et relève le rôle familial et social de la compagne de sa vie.

Toutefois cette évolution a besoin, pour se produire, de toute la suite des siècles. Les idées anciennes ne disparaissent pas sans laisser de traces, et il faut l'influence prépondérante de la civilisation pour modifier les anciens statuts.

On s'en rendra facilement compte en considé-

rant le sort qui fut successivement réservé à la femme par les différentes législations.

Les anciens Romains regardaient la femme comme un être inférieur. Cette idée se manifestait notamment dans les règles du mariage par *manus* : la mère de famille était considérée comme la sœur aînée de ses enfants.

Avec le temps, la condition de la femme s'améliora, mais les invasions barbares amenèrent un retour aux conceptions anciennes.

Pendant tout le moyen âge, la situation de la femme fut précaire, et, à la fin du xvi^e siècle, d'Argentré reconnaissait encore au mari le droit de *castigare uxorem*.

La Révolution vint enfin, et les hommes de cette époque, animés d'idées larges et généreuses, s'élevèrent contre le rôle inférieur qui avait été jusque-là réservé à la femme.

On admit alors en principe l'égalité juridique de l'homme et de la femme, mais avec des modalités résultant de la différence des sexes. Ce fut de ces idées que s'inspira le Code civil. Pourtant, malgré les théories nouvelles, il porte encore l'empreinte des conceptions anciennes, et c'est ce qui explique les règles qui furent adoptées pour les régimes matrimoniaux et relativement à l'incapacité de la femme mariée.

Sous le régime de droit commun de commu-

nauté, le mari devient l'unique administrateur des biens du ménage.

La situation qui est ainsi faite à la femme est en désaccord complet avec le rôle effectif qu'elle joue dans le ménage, dont elle a seule, en fait, la direction. C'est elle qui règle les dépenses, emploie au mieux les ressources de la communauté et économise pour les mauvais jours.

Mme Schmahl (1) résume ainsi ce rôle si important de la femme : « Ne voyez-vous pas tous les jours, et surtout en France, plus qu'en aucun pays du monde, que les intérêts pécuniaires de la famille, sont tacitement gérés par la femme et véritablement défendus par elle ? Vous êtes assurés, Messieurs, plus qu'aucun autre peuple, du bon vouloir et de la capacité de la femme. Cette question ne me semble pas devoir être discutée. Elle est résolue par les faits ».

Cette législation du Code n'était donc pas conforme, dès son apparition, à l'état des mœurs de l'époque ; mais, par la suite, les divergences entre les règles juridiques et la situation de fait se sont encore accentuées.

La femme, au commencement du *xix^e* siècle, exerçait très rarement une profession, distincte

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, nos 5-6 de 1908, p. 327.

de celle du mari. Celui-ci subvenait généralement seul aux besoins de sa famille. Il pouvait donc paraître juste de lui laisser la disposition des biens communs.

Mais, depuis cette époque, la situation a changé. La femme travaille fréquemment et contribue, elle aussi, bien souvent à subvenir aux charges du ménage. Il en résulte que ce qui pouvait être admis autrefois ne peut plus être accepté aujourd'hui.

Il était indispensable de mettre la législation d'accord avec l'état de fait : c'est là le but de la loi du 13 juillet 1907.

Nous nous proposons de rappeler brièvement l'élaboration de cette loi, puis d'étudier celle-ci au point de vue juridique et de considérer la portée d'application dont elle est susceptible.

Ce travail sera divisé en quatre parties.

Première partie. — Exposé rapide des différents régimes matrimoniaux du Code, spécialement au point de vue des salaires de la femme mariée, et premières lois d'émancipation de la femme.

Deuxième partie. — Quelques lois étrangères sur la question, et les travaux divers ayant con-

tribué à l'élaboration de la loi seront passés rapidement en revue.

Troisième partie. — Etude critique de la loi du 13 juillet 1907.

Quatrième partie. — Exposé de quelques décisions judiciaires et conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

RÉGIME DU CODE ET LOIS PRÉLIMINAIRES

§ 1. — Le Code civil et les salaires de la femme mariée

Régime de communauté

La communauté de biens est le régime de droit commun choisi par le Code. C'est aussi celui de la plupart des ménages français 70 0/0 environ des époux se mariant sans contrat de mariage, et plus des 3/4 du reste choisissant un régime de communauté conventionnelle.

Le Code distingue trois patrimoines : le premier composé des biens de la communauté, les deux autres comprenant les biens propres à chacun des deux époux. Les produits du travail du mari et de la femme tombent en communauté, en vertu de l'article 1401.

Pourtant il existe à cette règle certaines exceptions. On peut citer notamment la pension de

retraite accordée par l'employeur à ses anciens salariés, et la rente délivrée à la victime d'un accident du travail en vertu des lois du 9 avril 1898 et du 15 avril 1906. Ces rentes sont, en effet, déclarées incessibles et insaisissables, et il résulte de cette disposition (art. 3 de la loi du 9 avril 1898) aussi bien que de l'esprit général de la loi précitée, que le législateur a voulu en réserver la propriété exclusive à leurs bénéficiaires. Toutefois les arrérages tombent en communauté tant que celle-ci n'est pas dissoute.

L'intérêt de déterminer dans quel patrimoine tombent les salaires de la femme résulte des pouvoirs différents du mari sur chacun des trois patrimoines.

Le mari peut disposer à son gré de tous les biens communs, sans que l'intervention de la femme soit nécessaire (art. 1421). Une seule restriction résulte de l'article 1422 qui défend les donations entre vifs des immeubles, de l'universalité ou d'une quotité du mobilier, sauf pour l'établissement des enfants communs.

Le mari est constitué, en outre, administrateur des biens de sa femme.

Il en résulte que la femme ne peut légalement disposer d'aucun bien meuble ou immeuble propre ou faisant partie des biens communs. Toutefois, d'une part, la théorie du mandat tacite,

d'autre part un ensemble de dispositions ayant pour but de remédier autant que possible à la mauvaise gestion du mari, atténuent, dans une certaine mesure, les inconvénients de l'administration par le mari seul.

La théorie du mandat tacite dont l'origine remonte à Dumoulin a pour but de permettre à la femme d'exécuter les dépenses courantes du ménage pour lesquelles elle est censée avoir mandat tacite de son mari.

La jurisprudence s'appuyant sur cette théorie et sur celle de la *versio in rem* accorde une véritable capacité à la femme pour s'engager sur ses biens propres pour ses dépenses ordinaires d'entretien.

La femme est protégée, d'autre part, par la loi elle-même contre la mauvaise administration du mari. La théorie des récompenses, la possibilité pour la femme de renoncer à la communauté, le bénéfice d'émolument, l'hypothèque légale (1) sont de très sérieuses garanties, mais qui ne peuvent toutefois s'appliquer qu'à la dissolution de la communauté. Au cours même du mariage, la femme, dont les intérêts sont menacés, n'a que la ressource d'engager une procédure longue et coûteuse pour obtenir la séparation de

1. Art. 1431, 1471, 1472, 1453, 1483, 2121 du Code civil.

biens judiciaire. Elle sera alors soumise aux règles de l'article 1449 du Code civil, et sa situation sera semblable, sauf en ce qui concerne la contribution aux charges du ménage, à celle de la femme séparée de biens contractuellement.

Il résulte de ces diverses règles que, sous le régime de la communauté légale, la femme ne peut non seulement disposer librement du produit de son travail, mais même toucher elle-même son salaire, si son mari s'y oppose, celui-ci pouvant toujours révoquer son mandat tacite.

Régime dotal

Le régime dotal comprend trois sortes de biens ; les biens du mari, les biens dotaux, les biens paraphernaux. Les biens dotaux sont inaliénables, mais le mari en a l'administration et la jouissance. Les biens paraphernaux sont gérés par la femme qui en a la jouissance.

Dans quel patrimoine rentrent les salaires de la femme ? Sauf stipulation spéciale, ils sont paraphernaux (art. 1574). Le régime dotal semble donc très favorable à la femme qui travaille. Toutefois, dans la pratique, les tiers exigent l'autorisation du mari pour l'aliénation des biens paraphernaux meubles et immeubles par suite

des dispositions de l'article 1576. Il en résulte que si la femme peut disposer de ses gains et profiter des économies réalisées après contribution aux charges du ménage, il ne lui est pas possible de disposer librement des biens acquis avec lesdites économies. D'ailleurs, le salaire de la femme peut, pour partie ou pour le tout, n'être pas toujours paraphernal. C'est ainsi que si une société d'acquêts est jointe au régime dotal, les gains seront toujours paraphernaux, mais les économies feront partie de la société d'acquêts et seront administrées par le mari.

D'autre part, d'après l'opinion générale, la femme peut se constituer en dot le produit de son travail. Dans ce cas, le mari pourra toucher lui-même et administrer les gains de sa femme, mais devra rendre compte, à la dissolution du mariage, des économies réalisées après contribution aux charges du ménage.

Régime sans communauté

Sous ce régime, le mari a l'administration et la jouissance de tous les biens de sa femme. Il a donc tous pouvoirs pour toucher et employer le salaire de sa femme. Il pourra même s'approprier les économies réalisées, si l'on considère

le produit du travail comme un revenu. Il devra, au contraire, en opérer la restitution si les gains peuvent être assimilés au capital mobilier qui échoit pendant le mariage (art. 1531).

Régime de la séparation de biens

Le régime de la séparation de biens est celui qui, avant la loi du 13 juillet 1907, laissait à la femme les plus larges pouvoirs sur ses biens personnels, comprenant le produit de son travail. Elle a l'administration et la jouissance de ses propres, sauf contribution aux charges du ménage jusqu'à concurrence d'un tiers de ses revenus. Toutefois, elle ne peut aliéner ses immeubles sans autorisation du mari ou de justice, ni, sauf controverse, donner ou aliéner ses meubles et s'obliger, sauf dans la mesure des actes d'administration (1).

Régime spécial de la femme mariée commerçante

Il a été jugé indispensable d'établir des règles spéciales pour rendre la femme mariée commerçante capable d'accomplir seule les actes nécessités par les besoins de son commerce.

1. Aubry et Rau, t. V, § 516.

Tout d'abord l'exercice du commerce est subordonné pour la femme à l'autorisation maritale. Cette autorisation peut être tacite, mais est toujours révocable.

La justice peut-elle se substituer au mari pour accorder l'autorisation refusée par celui-ci ? La question est controversée, mais l'opinion générale penche pour la négative. On admet pourtant que la justice puisse accorder un délai pour permettre la liquidation, en cas de révocation brusque de l'autorisation maritale.

La règle générale est que la femme, non séparée de corps, est réputée non mariée pour les actes de son commerce. Elle peut engager, hypothéquer, aliéner. Toutefois, il y a lieu de tenir compte, au point de vue spécialement de l'étendue du gage des créanciers, du régime matrimonial adopté.

Si la femme commerçante est séparée de biens, nulle difficulté, elle n'oblige par ses actes que ses biens propres et a l'entière disposition et jouissance de ses revenus, sauf contribution aux charges du ménage.

Sous le régime sans communauté et le régime dotal, même si le produit du travail de la femme est frappé de dotalité, les bénéfices commerciaux ne sont pas considérés comme des fruits, appartenant au mari, mais comme des capitaux dont

la femme aura à exercer la reprise (argument de l'article 1498 du C. c.). Les biens du mari ne font d'ailleurs pas partie du gage des créanciers, ce qui est juste, puisque, n'ayant pas droit aux bénéfices, il ne peut être tenu des dettes.

Mais ces règles ne s'appliquent pas si les époux sont mariés sous le régime de la communauté légale. D'après l'article 5 du Code de commerce, l'engagement de la femme oblige les trois patrimoines. Par contre, le fond de commerce est un bien commun et les bénéfices tombent en communauté.

Les pouvoirs spéciaux de la femme mariée commerçante ne vont pas jusqu'à affranchir celle-ci de l'autorisation maritale pour ester en justice pour les besoins du commerce. Toutefois la jurisprudence des tribunaux de commerce reconnaît au tribunal le droit de donner l'autorisation, quand la femme est défenderesse et que le mari, cité avec elle, ne se présente pas.

§ 2. — Réaction contre les principes du Code et premières lois d'émancipation féminine

Tel est le résumé succinct de la condition de la femme mariée travailleuse sous l'empire du Code. Ses pouvoirs, qui pouvaient paraître bien restreints au commencement du XIX^e siècle,

devenaient tout à fait insuffisants, au fur et à mesure que les applications mécaniques de la vapeur et de l'électricité attiraient à l'usine et à l'atelier des bataillons de femmes qui autrefois se consacraient uniquement à la direction du ménage. La femme qui apporte désormais sa part de bien-être au foyer supportera-t-elle de ne pouvoir disposer de son salaire, de ne pouvoir le toucher même, si le mari y met obstacle ?

Les règles légales, si défavorables à la femme, auront peu d'influence si les époux s'entendent bien, mais la situation sera toute différente s'il s'agit d'un ménage ouvrier dont le mari n'a d'autre souci que d'aller boire au cabaret, non seulement le produit de son travail, mais même le salaire gagné péniblement par la femme, puisque la loi lui en confie la libre disposition.

Tandis que sa famille meurt de faim, l'alcoolique, cessant bientôt tout travail, n'apparaît au foyer que pour s'emparer légalement du gain péniblement acquis par sa femme. Mais, dira-t-on, celle-ci ne peut-elle demander la séparation de biens ? En théorie oui, mais en fait, lui sera-t-il possible, quand les petits crient famine, d'aller dépenser au Palais son temps et son argent pour suivre une instance longue et coûteuse ? Puis, le mari ne mettra-t-il pas obstacle à

la demande de sa femme ?, et il a pour lui une force qui vaut bien celle de la loi : la force du poing.

Cette situation si fréquente dans les milieux ouvriers devait créer un mouvement d'opinion pour obtenir une modification des règles du Code.

De 1830 à 1848, Enfantin, Pierre Leroux et Pecqueur réclament avec instance l'égalité civile des deux sexes.

Le même mouvement ne se limite pas d'ailleurs à la France, et J. Stuart-Mill, dans son ouvrage sur l'assujettissement des femmes, s'exprimait ainsi : « Je crois que les relations sociales des deux sexes, qui subordonnent un sexe à l'autre au nom de la loi sont mauvaises en elles-mêmes et forment aujourd'hui l'un des principaux obstacles qui s'opposent au progrès de l'humanité ; je crois qu'elles doivent faire place à une égalité parfaite sans privilège ni pouvoir pour un sexe, comme sans incapacité pour l'autre.

Sous la République de 1848, le mouvement s'accroît et est énergiquement mené par Victor Considérant. Pierre Leroux réclame même pour la femme l'électorat municipal (1).

1. Assemblée législative, séance du 21 novembre 1831.

Ces efforts aboutissent, d'ailleurs, à plusieurs reprises, à des modifications de la législation. Ces modifications n'ont pas pour but, prises isolément, de changer en rien les grands principes du Code ; mais, de dérogation en dérogation, ces principes eux-mêmes finissent par recevoir une grave atteinte, et il arrivera un jour où ils comporteront tant d'exceptions que notamment les grandes règles de l'autorité maritale, de l'administration exclusive du mari sous le régime de communauté ne se trouveront plus inscrites dans la loi que comme une survivance du passé, sans application pratique.

Les premières lois d'« émancipation féminine », au point de vue qui seul nous intéresse de la libre disposition du salaire de la femme mariée sont celles des 9 avril 1881 et 20 juillet 1886. Il est indispensable de s'y arrêter quelque temps avant de passer à l'étude plus approfondie de la loi du 13 juillet 1907.

Loi du 9 avril 1881

Deux circulaires ministérielles des 17 décembre 1852 et 4 juin 1857 avaient décidé que l'autorisation maritale permettant à la femme d'effectuer des placements à la Caisse d'épargne ne

devait être exigée que pour le premier versement. En outre, les Caisses d'épargne, approuvées d'ailleurs par la jurisprudence, refusaient tout remboursement au mari non muni de l'autorisation de sa femme.

En 1878, une proposition de loi fut déposée à la Chambre des députés (séance du 7 mai) par M. Legrand, en vue d'accorder à l'épouse le droit de déposer et de retirer des fonds dans les Caisses d'épargne sans autorisation maritale. Le rapport de M. Audiffred fut favorable, mais la question ne fut solutionnée que par la loi du 9 avril 1881, qui crée la Caisse nationale d'épargne. L'article 6 de ladite loi dispose en effet : « Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, seront admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari ; elles pourront retirer sans cette assistance les sommes inscrites au livret ainsi ouvert, sauf opposition de la part de leur mari ». En outre l'article 21 déclare cette disposition applicable à toutes les Caisses d'épargne privées.

Il ressort de ce texte que le législateur n'a pas entendu déroger au système de l'autorisation maritale, mais plutôt étendre légalement le champ d'application de la théorie du mandat tacite. On doit observer que le mari ne peut s'opposer qu'au retrait. Ce retrait ne peut d'ailleurs

être effectué par le mari seul qu'en vertu d'un jugement. Cette dernière disposition a été modifiée par la loi du 20 juillet 1895, sur l'organisation des Caisses d'épargne. Désormais le mari est dispensé d'avoir recours à une intervention judiciaire pour obtenir le retrait de fonds déposés par son époux seule. Celle-ci est prévenue par la Caisse d'épargne de l'opposition au remboursement formée par le mari, et si, à l'expiration du mois qui suit, elle n'a élevé aucune protestation, le retrait peut être effectué par le mari seul. Dans la pratique cette disposition reçoit une application très peu fréquente. Les Caisses d'épargne réclament au mari des justifications telles que la femme a fort peu à craindre de le voir se saisir des sommes déposées. De 1881 à 1895 il n'y eut que 385 oppositions de la part du mari dont 12 seulement portées devant les tribunaux. En 1896, un seul remboursement a été effectué entre les mains du mari dans les conditions prévues par la nouvelle loi.

La loi du 9 avril 1881 a profité à de nombreuses femmes qui en ont réclamé le bénéfice. Sur 1.149, 559 comptes ouverts par la Caisse nationale d'épargne à des femmes mariées, 110.386 seulement le furent avec l'autorisation du mari, tandis que 1.039.173 nouvelles déposantes déclara-

rèrent vouloir profiter des dispositions de la loi nouvelle.

D'autre part, M. Denormandie, président du Conseil des directeurs de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris constate ainsi l'utilité de la loi nouvelle (1): « De même encore, il y a lieu de remarquer que, parmi les nouveaux déposants, les femmes continuent à être plus nombreuses que les hommes. Tandis que, dans le nombre total, ceux-ci ne représentent que 46,87 0/0, celles-là s'y trouvent dans une proportion de 53,13 0/0. Par son esprit d'économie, la femme justifie de la confiance que le législateur lui a marquée en 1881, lorsqu'il l'autorisait à verser à la Caisse d'épargne, sans l'intervention maritale, le produit de son travail qui, pour être moins lucratif que celui du mari, n'en est pas moins d'un grand secours aux heures pénibles et souvent douloureuses où toutes les charges de la famille reposent sur elle seule ».

Loi du 20 juillet 1886

Dans une sphère d'application moins étendue que la loi du 9 avril 1881, la loi du 20 juillet 1886 a eu également pour but d'affranchir la

1. Compte rendu des opérations de la caisse d'épargne de Paris pour l'année 1895, p. 10.

femme de l'autorisation maritale pour disposer de sommes lui appartenant en propre ou faisant partie des biens de communauté.

Pourtant, cette dernière loi comporte une dérogation beaucoup plus grande aux principes du Code, puisque la loi du 9 avril 1881 ne visait que le placement de fonds, tandis que les deniers des versements auxquels s'applique la loi du 20 juillet 1886 disparaissent vraiment de la communauté pour devenir des biens propres.

La loi du 20 juillet 1886 avait été précédée de nombreuses propositions de lois. En 1879, M. Martin Nadaud (1) avait déposé une proposition de retraites ouvrières obligatoires avec contributions de l'Etat et du patron. Les versements devaient être reçus à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, réorganisée sur de nouvelles bases. Il y eut encore les propositions Maze et Guyot (1881) (2), Waldeck-Rousseau (1882) (3) et Laroche-Joubert (1881-1882) (4). La loi fut enfin votée le 20 juillet 1886.

1. *Officiel*. Annexes, n° 2028, 11 octobre 1879.

2. *Officiel*. Annexes n° 103, 19 novembre 1881.

3. *Officiel*. Annexes n° 614, 1882 et rapport de la commission n° 1453 du 4 décembre 1882.

4. *Officiel*. Annexes n° 31, 8 novembre 1881.

Conformément au projet du gouvernement, elle dispose que les femmes mariées sont admises à faire des versements sans le concours du mari dont elles sont considérées comme étant les mandataires verbaux.

D'autre part, tout dépôt fait pendant le mariage par un conjoint non séparé de biens profite à chacun des époux par moitié, sauf si le maximum de versement est atteint pour l'un d'eux.

Cette règle restreint beaucoup la portée de la première disposition. La femme a, en effet, beaucoup moins d'intérêt à effectuer des versements qui profiteront pour moitié au mari.

Ce système est d'ailleurs vivement discuté. Toutefois, en y réfléchissant un peu, on doit constater qu'il est encore le plus avantageux pour la femme. Il faut considérer, en effet, que la grande majorité des versements provient de retenues effectuées par les patrons sur les salaires de leurs ouvriers (1). Or, les ouvriers du sexe masculin sont les plus nombreux et les plus payés. Si l'on considère, d'autre part, que la femme mariée, étant généralement plus jeune

1. En 1904, 3.711.954 versements pour 53 896.442 fr. 79 provenaient de versements par intermédiaires, c'est-à-dire le plus souvent par des employeurs, tandis que 56.781 versements seulement pour 8.017.393 fr. 03 étaient effectués directement.

que son mari, a droit, à versement égal, à une rente plus forte, on voit que la femme est, en fait, grandement avantagée. Il va sans dire que ce raisonnement ne s'applique pas aux versements effectués par les patrons à titre de donation, les sommes provenant des deniers d'un tiers n'étant pas soumises au partage obligatoire. Toutefois, le mari doit autoriser ces versements quand ils sont faits au bénéfice de sa femme. Il y a là une règle qui a été introduite pour des raisons morales, mais qui n'en paraît pas moins critiquable.

S'inspirant du même esprit que les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886, la loi du 1^{er} avril 1898 dispense, par son article 3, de l'autorisation maritale la femme mariée désirant devenir membre d'une société de secours mutuels. Il en résulte que le versement subséquent des cotisations a lieu sans le concours du mari.

Mouvement jurisprudentiel

En même temps que le législateur intervenait comme il est dit ci-dessus, la jurisprudence vint au secours de la femme mariée dont la situation devenait de plus en plus difficile. C'est ainsi que les tribunaux reconnaissent à la femme mariée le droit d'exercer une profession

en vue d'assurer sa subsistance et celle de sa famille, quand le mari a abandonné les siens sans motif.

Les juges estiment que, par son départ inexplicable, le mari a donné mandat tacite à sa femme de travailler pour vivre : « L'abandon du mari contient nécessairement pour la femme l'autorisation tacite d'assurer son existence et celle de ses enfants qu'il met à sa charge » (1).

Mais, quel que soit le rôle bienfaisant que puisse jouer la jurisprudence, son champ d'action est forcément limité, et elle ne peut aller à l'encontre des règles fixes posées par le Code. Une loi seule pouvait accroître les pouvoirs de la femme mariée, et lui confier la libre disposition de son salaire.

1. Rouen, 4 février 1878, confirmé par arrêt de cassation du 6 août 1878. Jugement cité par M. René Perceau (thèse, Paris, 1908, vol. 46).

DEUXIÈME PARTIE

MOUVEMENT D'OPINION ET VOTE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907

Le mouvement d'opinion qui avait été une des principales causes du vote des lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886 reprit plus intense dans ces 25 dernières années.

Désirée Gay, Jeanne Deroin, Maria Deraismes et surtout Mme Schmahl, ont été jusqu'à nos jours les apôtres du féminisme.

On distingue deux sortes de féminismes : le féminisme avancé et le féminisme modéré.

Les partisans du féminisme avancé sont généralement socialistes. L'un d'eux, M. Lucien Descâves, s'exprime ainsi : « Les femmes qui attendent de la bonne volonté des législateurs d'aujourd'hui le désarmement général, ou tout au moins le démantèlement de quelques lois fortifiées, perdent leur temps, elles ne seront affranchies que par la Révolution ».

1. *Revue Encyclopédique*, 28 septembre 1895.

Le féminisme modéré a un but d'une réalisation immédiate. Il ne vise que l'obtention de l'égalité civile pour la femme, et le résultat est, à l'heure actuelle, presque acquis. En 1892, une association de propagande, l'Avant-Courrière, a été créée par quelques zélatrices. Cette association avait inscrit à son programme la lutte pour l'obtention de deux réformes : 1^o que les femmes soient admises à servir de témoins dans les actes publics et privés, ce qui a reçu satisfaction par la loi du 7 décembre 1897, et 2^o que la femme mariée obtienne la libre disposition de son salaire.

M. Gourju, lors de la discussion du 14 mai 1907 au Sénat, rendit d'ailleurs pleinement hommage à tous les précurseurs de la loi et en particulier à l'Avant-Courrière, Mme Schmahl, M. Laurent Bonnevay, M. Justin Godart et surtout M. Albert Damez, auteur d'une thèse pleine de renseignements très complets sur le libre salaire de la femme mariée. Au sujet de l'œuvre de M. Damez, M. Gourju s'exprimait ainsi : « M. Albert Damez a été, je vous le déclare en toute sincérité — j'allais dire en toute humilité — l'inspirateur principal de la proposition de loi qu'à mon tour j'ai soumise aux délibérations du Sénat ». Et un peu plus loin : « Une œuvre comme celle de M. Goiraud et comme la

mienne n'est, la plupart du temps, que la résultante de travaux précédents qui s'accumulent comme une sorte de patrimoine commun et qui rendent singulièrement facile la mise au point d'un travail à peu près définitif comme celui que nous avons présenté tous deux ».

Divers projets de lois sur le libre salaire de la femme mariée furent proposés tant par les associations de propagande que par les membres du Parlement. Leurs auteurs furent d'ailleurs grandement guidés dans leurs travaux par l'étude de lois semblables déjà en vigueur dans les pays étrangers. Il y a donc lieu, avant de continuer, d'exposer brièvement les principales solutions adoptées par les législations étrangères (1).

§ 1. — Quelques lois étrangères sur la question

Il convient d'établir une distinction préliminaire entre les pays pour lesquels la séparation est de droit commun et ceux qui, comme la France ont adopté le régime de communauté.

1. Les principaux renseignements pour cette partie du travail ont été recueillis plus particulièrement dans les ouvrages antérieurs de M. Albert Damez (thèse, Lyon 1903), de M. Hugué (thèse Paris 1902, vol. 43) et de M. René Perceau (thèse, Paris 1908, vol. 46).

Considérons d'abord les pays de séparation de biens.

Angleterre. — La femme était autrefois placée, sous le régime de la Common Law, dans un état de grande infériorité vis-à-vis de son mari qui absorbait sa personnalité. Plus avancée que la France au point de vue industriel, l'Angleterre sentit plus tôt aussi le besoin de réagir. Les lois des 20 novembre 1844 et 28 juillet 1863, permettent aux femmes d'effectuer, sans autorisation maritale, tous dépôts et retraits dans les Caisses d'épargne. Un peu plus tard, l'act du 9 août 1870 attribue à la femme la pleine propriété de son travail personnel. On lui permet d'employer ses gains en placements dans les Caisses d'épargne, en consolidés et quelques autres valeurs. Une présomption est établie suivant laquelle les fonds placés par la femme sont sa propriété personnelle, sauf preuve contraire faite par les créanciers du mari.

Enfin la loi du 18 août 1882, le « Married women's property act » place la femme sous le régime de la séparation de biens totale. Elle a l'administration et la disposition de ses biens séparés qu'elle engage par ses actes. Elle doit néanmoins, et ce n'est que justice, contribuer aux charges du ménage.

Etats-Unis. — Dans l'Etat de New-York, la

loi du 7 avril 1848 accorde à la femme la libre disposition des biens possédés par elle antérieurement au mariage et de ceux acquis par la suite par succession et donation. La loi du 20 mars 1860 accorde à la femme les mêmes droits sur les produits divers de son travail.

La plupart des Etats de l'Union ont suivi l'exemple donné par l'Etat de New-York.

Italie. — Le régime de droit commun est le régime dotal (1). Les produits du travail de la femme sont, par suite, paraphernaux. Les dépôts et retraits peuvent être effectués librement par la femme mariée (loi du 27 mai 1875).

Russie. — La séparation de biens a été adoptée comme régime de droit commun, avec pleine capacité pour la femme de disposer librement de ses biens personnels (2).

Autriche. — Le régime dotal est le régime légal et les produits du travail de la femme sont paraphernaux.

Si les pays dont il est fait mention ci-dessus ont adopté le régime de la séparation de biens ou le régime dotal, d'autres ont conservé le régime de communauté, mais ont généralement dans ces dernières années édicté des règles spé-

1. Art. 1465 et suivants du Code civil de 1865.

2. Art. 80 et suivants du Code civil russe de 1835.

ciales pour donner à la femme la libre disposition de son salaire.

Danemark. — Les lois du 7 mai 1880 et du 7 avril 1899 autorisent la femme à disposer des produits de son travail, sauf si elle emploie son activité à faire fructifier des deniers de communauté.

Norvège. — La femme a la libre disposition (1) de son salaire qu'elle peut employer à son gré.

Suède. — La législation de ce pays est moins large. La femme peut bien utiliser comme elle l'entend les produits mêmes de son travail, mais ses pouvoirs tombent dès que les deniers dont il est question ont servi à l'acquisition d'un autre bien. Celui-ci fera alors partie de la communauté administrée par le mari (2).

Finlande. — La loi du 15 avril 1889 accorde à la femme la libre disposition des produits de son travail, et, par contrat, le droit de disposer de ses propres ainsi que des biens acquis en emploi.

En dehors de ces règles particulières, les différents pays scandinaves admettent tous que les biens administrés séparément pendant le mariage

1. Loi du 29 juin 1888.

2. Lois du 11 décembre 1874, du 5 juillet 1884 et du 1^{er} juillet 1898.

doivent être compris dans l'actif de la communauté au moment du partage.

Suisse (canton de Neuchâtel). — Depuis la loi du 18 mai 1897, la femme a qualité pour retirer seule les produits de son travail et en disposer au profit de la communauté. Il semble pourtant que le gage des créanciers du mari comprenne encore les biens réservés de la femme.

Genève (1). — Si les gains ne proviennent pas d'un travail effectué en commun par les deux époux, la femme possède sur les deniers provenant de son salaire et les biens acquis grâce à eux les mêmes droits que la femme séparée de biens sur ses propres.

A la dissolution de la communauté, les biens du pécule réservé sont considérés comme biens communs, sauf faculté pour la femme ou ses héritiers d'en conserver la propriété en renonçant à la communauté. Les dettes contractées par le mari seul n'engagent pas les biens réservés qui, au contraire, répondent de toutes les dettes contractées par la femme, même sans autorisation du mari. D'autre part, la femme doit contribuer avec ses gains à l'entretien du ménage, s'il est nécessaire.

Le Code civil suisse du 10 décembre 1907 con-

1. Loi du 7 novembre 1894.

sacre les règles déjà en vigueur dans certains cantons. La femme est admise à exercer librement une profession, à condition de ne pas négliger pour cela ses devoirs de maîtresse de maison (article 190). Elle a la libre disposition de ses gains qui lui appartiennent en propre (article 265 et suivants).

Belgique. — La femme est admise à verser à la Caisse des retraites, sans aucune autorisation, si les versements sont inférieurs à 100 francs (loi du 10 février 1900) et avec autorisation du juge de paix, à défaut de celle du mari, s'ils sont supérieurs (loi du 13 avril 1865).

D'autre part, la loi du 10 mars 1900, autorise la femme à toucher elle-même son salaire et à en disposer, sans le concours du mari, mais seulement pour les besoins du ménage. Cette disposition ne concerne pas les biens acquis avec les produits du travail.

Allemagne. — La solution adoptée par le nouveau Code civil allemand du 1^{er} janvier 1900 est la suivante : développant la règle de l'article 1492 du Code civil français, l'article 1366 permet à la femme de retirer de l'actif de la communauté, lors de sa dissolution, ses instruments de travail et même les biens provenant de son travail personnel (article 1397).

On avait auparavant toujours reconnu à la

femme le droit d'effectuer les dépenses nécessaires à la vie courante. Comme le salaire de la femme est, d'ordinaire, plus spécialement affecté à cet usage, il était naturel de lui en laisser la libre disposition.

La femme n'a d'ailleurs pas besoin, pour exercer une profession, de l'autorisation maritale, mais le mari peut avoir recours à la justice pour lui faire interdire son travail extérieur, s'il est prouvé que celui-ci empêche l'épouse de s'occuper de son ménage.

**§ 2. — Propositions diverses et travaux de mise
au point**

On voit, par ce bref exposé, que la plupart des législations contiennent des règles spéciales sur le libre salaire de la femme mariée. La France s'est occupée tardivement de la question, mais le travail de ses législateurs, quoique encore très délicat, s'est trouvé néanmoins grandement facilité. Il convenait surtout, en effet, de rechercher quelles étaient les solutions les plus satisfaisantes adoptées par les pays étrangers, d'étudier celles qui devaient convenir le mieux au caractère national et s'adapter le plus facilement à la législation existante.

La première proposition fut formulée en 1886

par M. Glasson dans son ouvrage sur le Code civil et la question ouvrière : « Il importe, disait-il, d'établir au profit de l'ouvrière une justice rapide et une procédure simple qui lui permettrait, ou bien de pratiquer entre les mains du patron une sorte de saisie-arrêt sur une partie des salaires du mari, ou, tout au moins, de conserver pour elle-même, dans certaines circonstances, l'intégralité des produits de son travail ». Pour arriver au résultat ainsi exprimé, M. Glasson suggérerait en première ligne que la procédure fût simplifiée en faveur des ouvriers ou petits employés pour arriver à une séparation de biens spéciale, permettant à la femme de disposer librement de son salaire, et en second lieu que la faculté fût donnée à la femme de faire saisir-arrêter une partie des salaires du mari, en cas d'abandon.

M. Louis Jourdan ne fit que reprendre les idées de M. Glasson dans la proposition de loi qu'il déposa avec MM. Dupuy-Dutemps et Montaut le 22 juillet 1890, puis le 9 juillet 1894. Il se contentait de demander la simplification de la procédure de la séparation de biens, en cas de dissipation par le mari des gains de sa femme, ainsi que l'établissement de règles spéciales pour permettre d'opérer une saisie-arrêt rapide et peu coûteuse des salaires du mari, si celui-ci

se refusait à consacrer une part suffisante du produit de son travail à l'entretien des siens.

Le jour même du dépôt de la proposition Jourdan, le 9 juillet 1894, M. Goirand formulait une autre proposition de loi dans le même ordre d'idées, mais d'une tout autre portée.

Elle se résumait, en effet, en un article unique ainsi conçu : « Quel que soit le régime adopté par les époux, la femme a le droit de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes provenant de son travail personnel, et d'en disposer librement. Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté ».

Ce texte répondait exactement aux vœux de de l'Avant-Courrière et reproduisait à peu près le système élaboré par un membre de cette société, Mlle Jeanne Chauvin.

La différence essentielle entre les propositions Goirand et Jourdan consiste en ce que la première établissait de plein droit un nouveau régime d'administration des biens du ménage, modifiant ainsi un des principes essentiels du Code, tandis que la seconde proposition ne visait qu'à rendre plus libéral, plus accessible aux humbles un recours déjà prévu, réglementé par le Code.

Les deux propositions furent renvoyées à la

commission d'initiative parlementaire, qui, après rapport favorable d'un de ses membres, M. Goujon, résolut de fondre en un seul les deux textes qui lui étaient présentés. Le principe de M. Goirand fut conservé, mais avec cette restriction que le mari, s'il existe des enfants, peut faire saisir-arrêter les salaires de sa femme en cas de mauvaise administration de celle-ci. Par contre, et en souvenir de la proposition Jourdan, les salaires du mari peuvent être saisis par la femme, même s'il n'existe pas des enfants.

En outre, les biens acquis par la femme avec les deniers provenant de ses gains retombent, comme les autres biens de la communauté, sous l'administration du mari.

Le texte de la commission fut voté sans discussion par la Chambre le 27 février 1896 et transmis au Sénat le 2 mars suivant.

Celui-ci attendit 11 ans avant de discuter à son tour le projet de la Chambre. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, ce délai était nécessaire, et le Sénat, quand il eut à se prononcer à son tour, possédait les éléments qui avaient manqué à la Chambre de faire œuvre durable et définitive.

En effet, outre les études parlementaires auxquelles elle donna lieu, la question fut discutée par la Société d'études législatives et par de

nombreux jurisconsultes, avec tout le savoir et la compétence que l'on pouvait attendre de personnalités aussi éminentes.

M. Cauwès est l'auteur d'un système tout à fait nouveau (1). Il proposa de faire poser par le maire à la future épouse la question suivante : « Voulez-vous être placée sous le régime de la loi nouvelle ? » Suivant la réponse de l'intéressée, celle-ci aurait eu ou non, pendant tout le cours de son mariage, la libre disposition du produit de son travail.

M. Guillier, lors de la discussion de la loi devant le Sénat, donna en ces termes son opinion sur la proposition dont il s'agit : « La future épouse hésitera, lorsque le maire lui posera la question, à répondre par une affirmation qui sera interprétée comme une marque de défiance.

« Vainement objectera-t-on que, dans les contrats de mariage, la future adopte des dispositions qui peuvent présenter le même caractère. En effet, les clauses des contrats se discutent en la seule présence des parents, dans le cabinet du notaire, tandis que ce sera en public, sans qu'il soit possible de demander au maire des éclaircissements, que la femme devrait donner, par un oui ou par un non, une réponse précise

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 203 et suiv.

à une question à laquelle souvent elle n'aura pas réfléchi. »

Evidemment, il y a une part de vérité dans ce jugement de M. Guillier, mais, à notre sens, ses conclusions sont beaucoup trop pessimistes. La question posée par le maire a le grand avantage d'éveiller l'attention des intéressées sur les dispositions de la loi nouvelle et de créer pour celle-ci la publicité la plus large qu'il soit possible. Il semble bien difficile de concevoir qu'au bout d'un certain temps les nouvelles épouses se présentent devant le maire, sans savoir qu'elles auront à répondre à une nouvelle question pour contracter mariage.

En tout cas, la solution de M. Cauwès semble préférable à la proposition primitive de la commission qui laissait la possibilité de renoncer par contrat de mariage au bénéfice de la nouvelle loi. Le renoncement serait bientôt devenu une clause de style, introduite par le notaire, sans que, dans la pratique, la future épouse ait à donner son avis.

L'étude de la question par la Société d'études législatives fut une véritable œuvre de mise au point. Elle permit de faire sortir les défauts du texte de la Chambre et de le compléter suffisamment pour mettre sur pieds une loi utile et bien conçue.

C'est ainsi que, d'après le projet de la Chambre, les gains seuls, à l'exclusion des économies réalisées, étaient placés sous l'administration de la femme. C'était singulièrement restreindre la portée de la réforme.

Dans la pratique, en effet, la femme touche elle-même son salaire ; si dépensier, si peu scrupuleux que soit le mari, il lui est difficile de laisser sa femme et sa famille mourir de faim ; il ne s'empare que des économies qu'aurait pu réaliser sa femme. C'est donc ces économies qu'il importe surtout de mettre à l'abri. D'autre part, si l'on tient compte des lois sur les Caisses d'épargne et sur la Caisse des retraites pour la vieillesse, on voit que le texte de la Chambre serait arrivé à ce résultat anormal de soustraire au mari les économies de la femme, mais à condition, soit de les placer jusqu'à concurrence de 1.500 francs seulement et pas au delà dans une Caisse d'épargne, soit de les employer en versements à la Caisse des retraites. Il est évident que c'était là un encouragement à la dissipation, alors que la France doit une large part de sa richesse aux habitudes d'économies de ses ménagères.

La discussion de la Société d'études législatives fit ressortir tous ces points et le projet de la société étendait les pouvoirs de la femme aux

économies réalisées sur les produits de son travail (1).

En second lieu, la Société d'études législatives proposa de limiter les pouvoirs de la femme aux actes à titre onéreux. Cette restriction se justifiait fort bien, la nouvelle loi ayant pour but d'empêcher les maris dissipateurs, qui ne sont, heureusement, que l'exception, de s'emparer des gains de leurs femmes. Or, permettre à la femme d'effectuer des donations sans le concours du mari serait aller au delà du but à atteindre. D'autre part, il semble impossible de méconnaître au mari normal un certain droit de contrôle sur les biens de sa femme, droit qui ne s'exerce qu'éventuellement par la faculté laissée à l'époux de faire retirer les nouveaux pouvoirs confiés à la femme qui n'en use pas comme il convient.

Cette dernière disposition, adoptée par la loi, est encore due à la Société d'études législatives qui en a montré, la première, l'utilité.

Le travail de la société porte encore sur d'autres points, notamment sur la preuve à fournir sur la consistance des biens réservés.

Le texte qui fut élaboré à la suite des discus-

1. Article 1^{er}. *Bulletin de la Société d'études législatives*, p. 464.

sions exigeait de la femme deux justifications : en premier lieu, elle devait prouver qu'elle exerçait une profession lucrative ; en second lieu que les biens visés avaient bien été acquis avec des produits du travail.

Or, si la première preuve est facile à fournir, il n'en est pas de même de la seconde. Dans la réalité, les tiers, dans l'impossibilité d'obtenir la preuve certaine de l'origine des deniers d'acquisition, auraient réclamé le concours du mari.

C'est pourquoi une autre solution fut proposée par M. Saleilles. Elle consistait à n'exiger de la femme que la justification de l'exercice d'une profession lucrative ; cette justification pouvait être établi par la production d'un simple titre de reconnaissance émanant du mari. La conception de M. Saleilles passa d'ailleurs dans la loi, avec certaines modifications. Nous nous réservons d'étudier plus loin cette question au point de vue de l'intérêt des tiers.

Les travaux de la Société d'études législatives firent aussi ressortir la nécessité de laisser à la femme renonçante, lors de la dissolution de la communauté, la faculté de conserver la propriété des biens du pécule. A quoi servirait, en effet, de soustraire les produits du travail de la femme à la mauvaise administration d'un mari prodigue et de les distraire du gage de ses créanciers,

si ceux-ci avaient la faculté de s'en emparer à la dissolution de la communauté ?

Le résultat pratique des savantes délibérations de la Société d'études législatives fut le dépôt de deux propositions de lois dont les auteurs reproduisirent à peu près les solutions auxquelles avaient abouti les travaux de jurisconsultes.

La première, en date, de ces propositions est celle qui fut déposée à la Chambre par M. Grosjean le 27 février 1905 (1). Elle ne fut d'ailleurs pas discutée, son auteur n'ayant pas été réélu pour la législature suivante.

La seconde proposition (2) eut pour auteur M. Gourju qui la présenta au Sénat le 26 juin 1906. La commission qui fut chargée de l'examiner avait également à étudier le texte de la Chambre.

Le 20 mars 1907, M. Guillier déposait son rapport sur l'une et l'autre proposition, et les débats s'ouvrirent au Sénat le 14 mai 1907.

§ 3. — Discussion au Sénat

Les sénateurs qui prirent la part la plus active à la discussion furent MM. Guillier, Gourju, Legrand et Maurice Faure.

1. *Journal officiel*. Annexe 2280. Chambre 1905.

2. *Journal officiel*. Annexe 77. Sénat 1907.

M. Legrand exposa, au sujet de l'article 1^{er}, qu'il lui paraissait excessif de laisser à la femme le droit d'aliéner les immeubles acquis avec des deniers provenant de son salaire, sans autorisation maritale, alors que celle-ci est nécessaire en cas de séparation de biens. M. de Lamarzelle répondit en faisant observer la différence qu'il y a entre les deux situations. Les propres de la femme séparée font partie de sa dot : elle n'a fait preuve d'aucune capacité spéciale pour les acquérir. Il n'en est pas du tout de même pour les biens réservés, produits du travail de la femme.

Puis, cette limitation étant introduite dans la loi, la jurisprudence pouvait très bien adopter la même solution qu'en matière de séparation de biens et n'admettre l'aliénation des biens meubles sans autorisation que dans les limites des actes d'administration. Ne risquait-on pas, ainsi, de détruire presque tous les bons effets de la réforme en introduisant une restriction en elle-même peu importante, puisque l'acquisition d'immeubles avec les deniers dont il s'agit ne se produit, en fait, qu'exceptionnellement ?

Cette modification au texte de la commission ne fut d'ailleurs pas adoptée par le Sénat, mais celui-ci admit d'autres changements très justifiés.

C'est ainsi qu'à l'article 1^{er}, au lieu de : « Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières et immobilières », le Sénat substitua la rédaction suivante, sur la proposition de M. Legrand : « Elle peut, de plus, en faire emploi, même sans autorisation maritale, en acquisition de valeurs mobilières ou immobilières, sous la seule justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers, avec lesquels elle a traité en leur fournissant cette justification n'est pas engagée ». Ladite justification peut se faire « par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention ». C'était permettre à la femme de n'avoir pas à faire la preuve de l'origine des deniers.

Sur un autre point, le Sénat, sur l'intervention de MM. de Lamarzelle, Béranger et Théodore Girard, compléta le texte de la commission : « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés dans l'intérêt du ménage par l'article précédent », par ces mots : « notamment en cas de dissipation, d'imprudence et de mauvaise gestion ». Cette disposition avait pour but de limiter le pouvoir d'appréciation des juges, mais la formule qui a passé dans la loi est encore bien élastique.

Telles sont les principales modifications introduites au cours de la première discussion. Lors de la seconde délibération, un changement très important fut proposé par M. Maurice Faure. D'après le texte voté en première lecture, la loi ne s'appliquait que sauf clause contraire portée au contrat de mariage. M. Maurice Faure fit remarquer que la renonciation deviendrait bientôt une clause de style et qu'ainsi la loi ne serait pas appliquée, là où elle devait être le plus nécessaire, le dissipateur ne devant pas manquer de profiter de la faculté qui lui était offerte de priver sa future épouse des garanties de la loi nouvelle. D'autre part, donner au texte en préparation un caractère d'ordre public aboutissait à violer un des principes du Code civil, celui de la liberté des conventions matrimoniales.

Mais les auteurs du Code eux-mêmes, ainsi que le fit d'ailleurs remarquer M. Le Chevalier, n'avaient pas craint de restreindre singulièrement la liberté des futurs époux dans la confection du contrat de mariage. N'est-il pas défendu au mari d'aliéner les immeubles donnés à la femme ? n'est-il pas interdit de modifier l'ordre légal des successions, les règles de la puissance paternelle, de la minorité, de la tutelle, de l'émancipation ?

Malgré l'opposition de M. Guillier et de la

commission, l'amendement Faure fut adopté et le texte ainsi modifié fut renvoyé à la Chambre. Celle-ci le vota sans discussion sur le rapport de M. Viollette (1) le 11 juillet 1907.

1. *Journal officiel*. Annexe 1.428. Chambre 1907.

TROISIÈME PARTIE

ETUDE CRITIQUE DE LA LOI

Ainsi que son titre l'indique : loi sur le libre salaire de la femme mariée et sur la contribution des époux aux charges du ménage, la loi du 13 juillet 1907 comprend deux parties : la première et la plus importante (art. 1 à 6) traite du régime nouveau auquel sont soumis les produits du travail de la femme ; la seconde partie (art. 7 à 10) contient des dispositions relatives à la contribution respective des époux aux charges du ménage et expose les moyens mis à la disposition de chacun des conjoints pour forcer l'autre à concourir aux dépenses dans les conditions prévues.

Nous étudierons donc séparément chacun des deux groupes de dispositions ; en outre, la première partie de la loi sera considérée sous quatre aspects différents :

1° Etendue de la loi quant aux personnes ;

- 2° Etendue de la loi quant aux biens ;
- 3° Situation nouvelle créée dans le ménage ;
- 4° Situation nouvelle des tiers.

Enfin, après avoir traité de la contribution aux charges du ménage, un dernier chapitre exposera l'influence de la loi sur les pouvoirs de la femme mariée commerçante, et traitera des modifications d'application des lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886, par suite de la combinaison de ces textes avec les dispositions de la loi nouvelle.

I

§ 1. Etendue de la loi quant aux personnes

La solution de la loi, à ce point de vue, est des plus simple : toute femme mariée qui exerce une profession, quelle qu'elle soit, distincte de celle du mari, est admise à administrer les produits de son travail et à en disposer dans les limites prévues par la loi.

Le législateur a même donné à cette disposition un caractère d'ordre public : sur la proposition de MM. Maurice Faure et Poulle, dont il a été question plus haut, le Sénat a décidé qu'il ne pourrait être dérogé à la loi par contrat de mariage. Sans examiner, derechef, l'utilité de cette mesure, on doit se demander quelle est la

portée exacte de ce principe nouveau introduit dans la loi. De ce que la femme ne peut confier à son mari par contrat de mariage l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés, doit-on en conclure qu'elle ne pourra pas, pendant le mariage, délivrer à son mari une délégation pour un objet spécial, délégation qu'elle pourra toujours révoquer comme tout mandat ?

D'après l'opinion de M. Viollette, la femme serait incapable de donner pouvoirs à son mari pour ses biens réservés.

« ... La femme, dit-il, toutes les fois que le Tribunal ne lui aura pas retiré le droit que la loi lui réserve, ne pourra plus, ni déléguer à son mari le droit de toucher son salaire, ni celui d'engager pour son usage le salaire de sa femme, même avec son consentement.

« Il est très vrai qu'on arrive ainsi à une véritable anomalie : la femme pourra donner mandat à un étranger, en vertu des principes du mandat, mais pas à son mari : c'est vrai, mais il faut en prendre son parti ».

Il semble que M. Viollette ait voulu donner une trop large extension au principe d'ordre public contenu dans la loi. L'article 1^{er} se borne à défendre d'enlever à la femme, par contrat de mariage, les pouvoirs nouveaux qui lui sont confiés. Cette interdiction est toute naturelle,

puisque les dispositions du contrat lient les époux jusqu'à la dissolution du mariage ; mais la situation est tout autre pour le mandat essentiellement révocable qui peut être délivré au mari pour un objet spécial. On ne peut donc pas en déduire que la disposition qui vise le contrat de mariage s'applique aussi à tout autre mandat confié au mari en dehors du contrat de mariage et, d'autre part, on chercherait vainement dans chacun des autres articles de la loi une disposition qui pourrait faire admettre l'opinion de M. Viollette.

A un autre point de vue, on aurait pu se demander si la loi du 13 juillet 1907, qui entend régler la situation de toutes les femmes mariées exerçant une profession, s'applique seulement à toutes celles qui ont contracté mariage depuis la promulgation de la loi, ou, en outre, à toutes les femmes mariées à cette date.

Le législateur a lui-même pris soin d'élucider la question. Aux termes de l'article 11, « les dispositions de la présente loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation ». Cette disposition fut introduite dans la loi sur la demande de M. Legrand. Elle est d'ailleurs très justifiée, car si la question avait été tranchée dans le sens contraire, il aurait fallu de longues années avant que la loi

reçoive une application complète. Le même principe de rétroactivité se retrouve d'ailleurs dans les législations anglaises et genevoises.

Mais si le législateur s'est prononcé nettement dans le cas précédent, il n'a pas dit si la loi devait s'appliquer même aux économies qui auraient pu être réalisées sur les produits du travail de la femme mariée acquis antérieurement à la loi. Pour M. Pichon (1), la question ne se pose même pas, et il opine en ces termes pour la négative : « Ce qui eût été contraire à ce principe (de non-rétroactivité), c'eût été si la loi nouvelle avait permis aux femmes mariées de réclamer pour elles ce qu'elles avaient pu gagner antérieurement à sa promulgation. Alors il y eût eu véritablement atteinte à des droits acquis, et les maris eussent pu se plaindre à bon droit. Mais ce n'est point, très certainement, ce que le législateur a entendu faire et les principes sont saufs ».

Il ne semble pas pourtant que la négative puisse être admise sans discussion. Il peut paraître étrange, en effet, que toutes les économies effectuées sur les produits du travail antérieurement au 13 juillet 1907 soient administrées par le mari, tandis que les économies

1. *Du libre salaire de la femme mariée*, p. 98.

postérieures à cette date seront gérées par la femme.

Le législateur qui entendait supprimer, en ce qui concerne les biens réservés, l'incapacité de la femme mariée et qui allait jusqu'à donner à la nouvelle loi un caractère d'ordre public, n'aurait reconnu la femme mariée capable qu'à partir de la date fatidique du 13 juillet 1907 ?

La question offre surtout un grand intérêt à l'égard des économies sur les produits du travail qui auraient servi, antérieurement à la promulgation de la loi, à l'acquisition de biens immobiliers ou de valeurs nominatives. La femme, en effet, même séparée de fait et ayant ces biens en sa possession, serait toujours exposée, si l'opinion soutenue par M. Pichon était adoptée, à toutes les revendications que pourrait formuler le mari.

La situation serait différente, s'il s'agissait d'argent liquide, puisque la femme pourrait l'employer, en fournissant seulement au tiers la preuve qu'elle exerce une profession distincte du mari. Mais, si la femme avait eu, comme sous l'ancien texte, à prouver la provenance des deniers, la solution restrictive adoptée par M. Pichon aurait augmenté, dans de nombreux cas, les difficultés que les intéressées

auraient eues pour fournir les justifications nécessaires.

Il est certain, d'ailleurs, que le principe de rétroactivité de la loi, s'il est appliqué même en ce qui concerne les biens acquis avant la nouvelle législation, portera atteinte, comme le fait remarquer M. Pichon, aux droits que le mari tenait soit du contrat de mariage, soit des dispositions du Code. Mais il faut considérer que les biens dont le mari perdrait l'administration seraient généralement peu importants, puisqu'il ne s'agit ici que des économies réalisées sur les gains de la femme antérieurement au 13 juillet 1907.

On peut considérer, d'autre part, que la loi visant de façon certaine les produits du travail obtenus depuis sa promulgation, les droits que le mari possédait antérieurement sous le régime de communauté ou sous un régime contractuel sont déjà lésés ; le principe est atteint, la loi l'a voulu, l'intérêt de considérer dans quelle mesure est moindre que si l'on était amené à enfreindre le principe en dehors d'un texte formel.

En résumé donc, la nouvelle loi est applicable à toutes les femmes exerçant une profession industrielle, commerciale ou libérale, à celles qui travaillent à leur compte ou pour le compte

d'un employeur, à celles qui se livrent à des occupations licites ou illicites. En outre, la loi vise les femmes déjà mariées avant sa promulgation, certainement en ce qui concerne les gains acquis postérieurement au 31 juillet 1907, et peut être même pour les économies réalisées antérieurement sur les produits du travail.

§ 2. — Étendue de la loi quant aux biens

La disposition de la loi qui vise la composition du patrimoine réservé a une portée aussi générale que le texte qui traite des personnes.

Mais le principe, ainsi d'ailleurs qu'il a été exposé plus haut, n'a pas été admis sans discussion. La proposition Goiraud ne concédait des pouvoirs nouveaux à la femme que pour l'emploi immédiat de ses gains et nombre de partisans de la réforme entendaient limiter les dispositions de la loi aux salaires des ouvrières ou employées.

Cette solution aurait été très critiquable, car il aurait été bien difficile d'établir une ligne de démarcation exacte entre les gains réglementés par la loi et ceux qui ne l'auraient pas été.

D'un autre côté, la loi en préparation était une

loi de statut personnel, ayant pour but de rendre capables une catégorie de personnes qui ne l'était pas. Il semble donc difficile d'imaginer qu'une semblable loi puisse rendre capable la femme mariée pour certains produits du travail et pas pour d'autres.

L'acquisition de biens par le travail, quel qu'il soit, nécessite une certaine somme d'efforts de la part de la femme, et ce sont ces efforts qui permettent de concéder des pouvoirs spéciaux à ceux qui les ont fournis.

La question de savoir si la nouvelle loi serait applicable aux profits du commerce a été beaucoup plus discutée. Nous verrons plus loin le grand intérêt qu'avait la femme commerçante à se trouver comprise dans la réglementation nouvelle, mais il fallait aussi tenir compte des difficultés qui pouvaient se présenter lorsque le capital employé est, en tout ou en partie, fourni par le mari comme propriétaire de ses biens propres ou administrateur des biens de la communauté.

C'est pourquoi M. Thaller refusait en ces termes de comprendre dans la loi les femmes commerçantes (1) : « Dans le gain commercial,

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1901-1906, p. 121.

il y a deux éléments réunis : l'intérêt du capital engagé et le profit net. Si l'on peut s'expliquer en équité que la femme marchande conserve le profit, même après que le mari lui aurait repris le fonds, ce dernier a bien le droit, semble-t-il, d'être dédommagé de l'intérêt, puisque si la femme n'avait pas ouvert et exploité un magasin, c'est lui, mari, qui aurait géré ce capital et qui en détiendrait aujourd'hui le revenu ».

Mais cette solution ne prévalut pas à la Société d'études législatives, et, dans le silence de la loi, on doit conclure que celle-ci a entendu viser toutes les femmes mariées commerçantes au même titre que les autres travailleuses. Remarquons, d'ailleurs, que le mari peut, tout comme un tiers, stipuler le paiement d'un intérêt pour les sommes prêtées ; dans ces conditions, on ne voit pas bien pour quelle raison il serait désavantagé en confiant ses capitaux à sa femme plutôt qu'à une autre personne.

A un autre point de vue, il y a lieu de se demander si la nouvelle loi s'applique non seulement aux profits qu'une personne peut tirer d'une œuvre littéraire ou artistique quelconque, mais encore à la propriété de l'œuvre elle-même ? D'après M. Vaunois (1) et M. Pichon,

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1908, p. 68.

il n'y a aucun doute possible, et la propriété même de l'œuvre fait partie du patrimoine réservé. « Il n'est pas contestable, dit M. Pichon (1), que les œuvres littéraires ou artistiques ne soient, au premier chef, les produits du travail de leur auteur. C'est donc la femme qui pourra désormais, sans contestation possible, en disposer librement et faire à leur endroit tous les actes nécessaires à leur publication, à leur reproduction, et, d'une manière générale, à leur mise en valeur, sans que le mari ait à y intervenir ».

Certes, l'œuvre littéraire ou artistique est bien, au premier chef, un produit du travail, mais la loi n'a-t-elle pas voulu employer cette locution produit du travail, dans un sens spécial, synonyme de gains, et représentant essentiellement une valeur d'échange? La loi s'est servi du terme produits du travail, parce que salaires, traitements, gains même n'avaient pas une signification assez générale pour s'appliquer à toute rémunération effective que la femme pourrait tirer de son travail.

M. Léon Lyon Caen (2) fait également remarquer que la loi nouvelle n'a pas entendu abolir

1. Adolphe Pichon, ouvrage précité, p. 28, *in fine*.

2. Notice sur la loi du 13 juillet 1907. *Annuaire de législation française*, 1908, p. 189.

l'article 213 du Code civil, qui exige de la femme l'autorisation maritale pour entreprendre un travail quelconque. « De quel droit dit-il la placer (la femme artiste ou littérateur) dans une autre situation que la femme ouvrière ou commerçante? L'opinion contraire aurait pour effet, contrairement à l'article 213, toujours en vigueur, de lui permettre de se livrer à son activité artistique ou littéraire, d'exploiter son œuvre, de céder son droit de propriété, de traiter avec un éditeur, sans l'autorisation du mari ».

Tout en regrettant que la loi, par une disposition spéciale, n'ait pas été rendue applicable dans le cas qui nous intéresse, il semble que l'on ne puisse donner au texte une portée qu'il n'a vraisemblablement pas.

Une autre question que l'on peut se poser est celle-ci : la nouvelle loi s'applique-t-elle aux gains de la femme antérieurs au mariage ?

M. Gourju, dans sa proposition, décidait nettement la négative (1). Cette disposition ne fut pas reproduite dans le texte de la commission du Sénat, et la loi ne contient aucune règle à cet égard.

Remarquons que si, comme le pense M. Pichon (2), la loi s'applique aux produits du tra-

1. Article 2, *in fine*, de la proposition Gourju.

2. Ouvrage précité, p. 86 et suivantes.

vail antérieurs au mariage, on est forcé d'admettre que le contrat de mariage ne pourra contenir de clause relative aux économies réalisées sur les gains de la femme avant son mariage. Or, si le législateur a édicté la dérogation, dont il a déjà été parlé, au principe de la liberté des conventions matrimoniales, c'est qu'il estimait que les produits du travail ne devant justement se produire qu'au cours du mariage, les représentants de l'épouse se désintéresseraient de la question et laisseraient le notaire inscrire dans le contrat une clause de style qui écarterait l'application de la loi. Mais la situation est toute différente quand il s'agit de biens existant au moment de la confection du contrat, et l'on doit penser qu'au contraire, la future épouse sera d'autant plus désireuse d'établir des règles spéciales à leur égard, qu'elle aura eu plus de peine à en acquérir la propriété.

D'autre part, peut-on décider, dans le silence de la loi, que, comme l'admettait explicitement le texte de M. Gourju, les annuités et arrérages échus pendant le mariage et provenant de pensions obtenues par la femme à l'occasion d'un travail antérieur au mariage doivent être comprise dans les biens réservés.

Il semble que l'on puisse décider l'affirmative, parce que ces revenus n'ont plus le même carac-

tère que les économies du travail existant au mariage. Au moment du mariage, les arrérages dont il s'agit n'ont pas de valeur actuelle, puisqu'ils sont généralement incessibles et insaisissables. Ils ont vraiment le caractère de produits du travail perçus au cours du mariage. Soit que l'on se trouve en présence d'une rente délivrée à une victime d'accident du travail, soit qu'il s'agisse d'une pension de retraite, on peut considérer les arrérages payés comme une indemnité en raison d'un travail qui aurait dû être effectué, mais ne l'a pas été.

Remarquons d'ailleurs que les rentes et pensions, même délivrées à l'occasion d'un travail effectué au cours du mariage, ne font pas de façon certaine partie du patrimoine réservé.

Ce ne sont, en effet, que des biens subrogés, au même titre, par exemple, que l'indemnité d'assurance concernant un bien du pécule. Or la loi est muette sur les biens subrogés. Il semble pourtant que le législateur a voulu comprendre les biens dont il s'agit dans la réglementation de la loi. Toutefois, il serait très possible qu'en l'absence d'un texte formel la jurisprudence se décidât en sens contraire.

Une seule catégorie de produits du travail de la femme a été écartée des dispositions de la loi :

il s'agit des gains résultant du travail commun des deux époux.

Cette disposition, qui peut être rapprochée de l'article 5 § 2 du Code de commerce a été introduite dans la loi sans discussion, conformément aux solutions admises par la plupart des législations étrangères, On a pensé que, dans le cas dont il s'agit, les produits du travail des deux époux sont généralement confondus, et que la détermination des gains revenant à la femme serait une cause de discorde dans le ménage, et une source de procès entre les conjoints. D'ailleurs, dans la pratique, le travail étant commun entre le mari et la femme, il s'établit entre les époux une collaboration plus grande pour l'administration des gains acquis ensemble, de sorte que l'utilité de la loi est diminuée.

M. Pichon (1) fait bien remarquer toutefois que, le travail commun se produisant d'ordinaire en cas d'entreprise commerciale ou industrielle, les règles de comptabilité précises et rigoureuses, exigées par le Code de commerce, permettraient d'appliquer la loi sans difficulté en cette matière.

A notre sens, cette observation n'est pas très juste, car le fait que des époux travaillent ensem-

1. Ouvrage précité, p. 89.

ble ne signifie pas que chacun des conjoints contribue pour une part déterminée qui peut être nettement définie : $1/3-1/4-2/3$ par exemple, dans le travail utile, cause des bénéfices. La difficulté sera même plus grande, nous semble-t-il, dans ce cas, d'établir une ventilation exacte entre la part qui doit revenir à la femme et celle qui représente le produit du travail du mari, que s'il s'agit d'artisans travaillant ensemble et dont la part respective du travail peut être beaucoup plus nettement déterminée.

§ 3. — Situation nouvelle créée dans le ménage

L'étendue de la loi étant ainsi déterminée en ce qui concerne les personnes et les biens qui sont compris dans la réglementation, il s'agit d'étudier quels sont les nouveaux pouvoirs qui sont conférés à la femme et, par corollaire, quelle est la situation nouvelle qui est faite au mari.

Propriété

Il semble que le moyen le plus simple pour confier à la femme la libre disposition des produits de son travail aurait été de lui en attribuer la propriété. C'est bien ainsi que l'entendait

M. Jourdan en proposant de faciliter la procédure de la séparation de biens. Ce n'est pourtant pas la solution qui a été acceptée par les auteurs de la loi.

Le premier paragraphe de l'article 5 dispose en effet: « S'il y a communauté ou société d'acquêts, les biens réservés entreront dans le partage du fonds commun ». Cela implique donc que, sous le régime de communauté, le législateur n'a pas voulu modifier l'attribution de propriété.

La solution contraire n'aurait d'ailleurs pas été juste, car, si les biens du pécule avaient été déclarés propres au profit de la femme, sans contre-partie vis-à-vis du mari, les intérêts de celui-ci auraient été lésés. Il est vrai que, le principe précédent posé, le législateur a presque aussitôt établi un avantage au profit de la femme, et qui reste particulier à celle-ci. Il s'agit de la disposition suivante contenue dans l'article 5 § 2: « Si la femme renonce à la communauté, elle les gardera (les biens réservés) francs et quittes de toutes dettes autres que celles dont elles étaient antérieurement le gage, en vertu de l'article 3 de la présente loi ». Le même droit n'existe pas pour le mari. Cela se conçoit d'ailleurs, car les actes de la femme n'engagent que les biens réservés. La communauté, à sa dis-

solution, ne supporte donc, en cas de mauvaise administration de la femme que les dettes contractées par celle-ci sans intervention du mari jusqu'à concurrence seulement de la valeur des biens réservés. D'autre part, si c'est le mari qui se montre mauvais administrateur, il engage, sur sa seule signature, comme nous le verrons plus loin, non seulement les biens communs, mais encore les biens du pécule réservé, en tant du moins qu'il aura contracté dans l'intérêt du ménage.

La faculté de reprise dont il s'agit se justifie d'ailleurs pleinement pour les raisons qui ont été développées plus haut, lors de l'exposé des travaux de la Société d'études législatives.

Si nous considérons maintenant la question au point de vue de l'extension que la loi a voulu donner à la disposition en question, on peut se demander si la femme peut abandonner, par contrat de mariage, la faculté de reprise des biens, en cas de renonciation à la communauté ?

La solution négative n'est pas certaine, *apriori*, si l'on considère que la disposition qui interdit de faire figurer toute clause contraire dans le contrat de mariage n'est inscrite que dans le premier article et ne paraît même concerner que les pouvoirs de la femme au cours du mariage.

Toutefois, il faut considérer l'esprit de la loi. La faculté de reprise est de l'essence même de la loi ; elle paraît indissolublement liée au reste de la réforme, et le principe d'ordre public attaché à la loi s'étend manifestement à la disposition dont il s'agit.

On estime également que, si les comparants ne peuvent pas supprimer par contrat de mariage la clause de reprise, ils ne peuvent non plus l'étendre en autorisant d'autres ayants droit que les héritiers en ligne directe à l'invoquer (1).

L'application de la loi aux intéressées placées sous des régimes matrimoniaux autres que la communauté légale, va-t-elle provoquer, dans certains cas, une modification dans la propriété des biens réservés ? Dans le régime sans communauté comme dans le régime de séparation de biens, point de difficulté : le patrimoine réservé, propre de la femme avant la promulgation de la loi, reste propre depuis (2). Les pouvoirs d'administration seuls sont modifiés ; nous étudierons plus loin dans quelle mesure.

1. Voir sur cette question, Pichon, *ouvr. préc.*, p. 23.

2. Remarquons néanmoins que si, sous le régime sans communauté, l'opinion presque unanime accordait déjà à la femme la propriété des produits de son travail, cette solution n'était pas acceptée sans discussion.

La loi nouvelle fait disparaître toute controverse.

En ce qui concerne le régime dotal, les biens du pécule qui faisaient partie, autrefois, des biens paraphernaux demeurent sans modification dans le même patrimoine. Mais si la femme s'était constitué en dot ses biens à venir, que doit-on décider? Les produits du travail, antérieurement à la loi, faisaient partie des biens dotaux sous l'administration du mari. Il ne peut évidemment en être de même aujourd'hui, puisque les biens dotaux sont incessibles et insaisissables, ce qui ne permettrait pas à la femme qui aurait l'administration de son pécule en tant que valeur dotale d'user de tous les pouvoirs que lui donne la loi.

Pourtant MM. Lyon-Caen et Renault (1) sont d'une opinion contraire. Ils estiment que la loi nouvelle apporte une dérogation à l'incapacité de droit commun de la femme mariée, et non à l'incapacité spéciale de la femme dotale. Malgré cette opinion autorisée, il semble que la plupart des auteurs qui ont traité la question soient d'un avis contraire. Si cette dernière solution était adoptée, la constitution en dot des biens à venir ne pourrait plus comprendre les gains de la femme.

1. *Manuel de droit commercial*, 9^e édition, nos 65 et 68.

Administration

Nous arrivons maintenant à la question capitale des pouvoirs conférés à la femme sur ses biens réservés.

L'article 1^{er} de la loi dispose :

« La femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens.

« Elle peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières ou immobilières.

« Elle peut, sans autorisation de son mari, aliéner, à titre onéreux, les biens ainsi acquis. »

Les pouvoirs de la femme sur ses biens réservés sont donc ceux de la femme séparée de biens sur ses propres. Toutefois, sur ce premier point déjà, une remarque s'impose

Ainsi que le faisait remarquer M. Viollette dans son rapport (1), c'est par erreur que le texte précité renvoie à l'article 1449 en bloc, au lieu de viser seulement les deux premiers paragraphes, le troisième exigeant l'autorisation du mari pour l'aliénation des biens immobiliers, alors que l'article 1^{er} de la nouvelle loi dispense

1. *Journal officiel*. Chambre. Annexes, p. 960.

la femme de l'autorisation maritale pour les actes susvisés.

En outre, la jurisprudence a interprété de façon restrictive le texte du Code qui traite des pouvoirs de la femme séparée. C'est ainsi qu'elle ne permet pas à la femme seule de concéder des baux de plus de 9 ans. Elle n'autorise généralement pas non plus la femme séparée de biens à placer seule ses capitaux, par suite des dispositions de l'article 217 du Code civil conçu en termes généraux.

Or, d'une part la loi nouvelle autorise les actes d'aliénation, et à plus forte raison les actes d'administration qui s'en rapprochent, et d'autre part le législateur a pris soin de spécifier que la femme aura pouvoirs pour acquérir seule des « valeurs mobilières ou immobilières ».

On peut d'ailleurs se demander quel est le sens exact que le législateur a entendu donner à valeurs immobilières. Il semble bien, *a priori*, que cette expression a été prise dans le sens de biens immobiliers. Aucun doute ne peut subsister après l'explication fournie en ces termes par M. Viollette dans son rapport : « La rédaction du Sénat « valeurs immobilières » est, à la vérité, un peu vague : à la prendre littéralement, elle semblerait se référer seulement à des

droits incorporels. Nul doute cependant que l'expression « valeurs immobilières » ne soit prise ici dans le sens le plus large possible. M. Guillier a affirmé qu'elle concernait même les immeubles, et c'est pleinement d'accord avec la proposition que nous vous rapportons ».

En continuant la lecture du paragraphe 3 de l'article 1^{er}, on voit que la loi permet à la femme d'aliéner les biens acquis avec les produits du travail, mais seulement à titre onéreux.

La femme ne peut donc faire aucune donation sur ses biens réservés. Toutefois, par analogie avec la femme séparée de biens, il est hors de doute que les présents d'usage sont autorisés. M. Gourju avait pris soin de l'inscrire expressément dans sa proposition : il permettait les donations de minime importance.

M. Grosjean allait plus loin et permettait même les donations pour l'établissement des enfants. C'eût été la contre-partie du droit accordé au mari par le Code (1) de faire donation d'immeubles communs en faveur d'enfants issus du mariage. Les législateurs se montrèrent sur ce point moins larges que M. Grosjean, mais on peut se demander néanmoins si, dans la pratique, la femme n'obtiendra pas de la

1. Article 1422.

jurisprudence le droit que la loi lui a refusé.

La jurisprudence considère en effet la constitution de dot comme un acte à titre onéreux entre toutes les parties. C'est certainement, en effet, un acte à titre onéreux entre le mari et sa femme, le mari recevant la dot avec obligation de l'employer de façon déterminée. Mais ce ne peut être un acte à titre onéreux entre le constituant et le constitué, puisque celui-ci ne s'oblige qu'envers son conjoint à apporter une dot pour subvenir aux charges du ménage. Au constituant lui-même le constitué ne donne rien en échange.

Mais le constituant, dira-t-on, n'est-il pas tenu, lui, à la garantie de la dot? C'est exact, mais les articles 1440 et 1547 qui établissent cette règle ne font que présumer de la volonté des parties, et rien n'empêche le constituant de stipuler la non-garantie (1). Rien n'empêche non plus, d'ailleurs, un donateur ordinaire de stipuler la garantie sans cesser d'être considéré comme disposant à titre gratuit. Puis, les donations par contrat de mariage ne sont-elles pas, comme toutes les autres donations, révocables

1. Sur la question, voir Planiol, *Droit civil*, t. II ; *Théorie générale de la dot*, n° 884 et Aubry et Rau, vol. 4, p. 139, note 27.

en cas de survenance d'enfant et réductibles en cas d'excès de la quotité disponible ?

La solution qu'admettra vraisemblablement la jurisprudence ne pourra donc pas se justifier en droit. En fait, il est certain que si elle porte préjudice aux créanciers personnels de la femme, elle étendra singulièrement les pouvoirs de celle-ci dans un cas intéressant. S'il pouvait paraître critiquable en effet de permettre à la femme d'effectuer seule toutes les donations, la question est bien différente quand il s'agit de l'établissement des enfants.

La femme a, dans ce cas, un pouvoir d'appréciation qui vaut celui du père, et il serait très juste, quand celui-ci a abandonné son épouse et ses enfants, de permettre à la mère de doter ceux-ci sur ses biens réservés.

Remarquons néanmoins que si les donations dont il s'agit se trouvent vraisemblablement à l'abri des demandes d'annulation émanant des tiers, il n'en sera sans doute pas de même si la demande d'annulation est formulée par le mari qui pourrait invoquer les dispositions de l'article 225 du Code civil.

A part le cas que nous venons d'examiner, la femme ne pourra donc pas effectuer de donations sur ses biens réservés. Mais, si elle ne peut disposer à titre gratuit par donation, rien

ne l'empêche de le faire par testament, dans la mesure du moins où elle est propriétaire des biens réservés. Elle pourra donc disposer de la moitié de ses biens réservés, si elle est mariée sous un régime de communauté, de la totalité dans le cas contraire. Mais ne sera-t-elle pas autorisée à léguer la totalité de ses biens réservés, à condition qu'ils soient au plus d'une valeur égale à la moitié de l'ensemble des biens communs ? La question est délicate. On pourrait dire, en faveur de l'affirmative que la femme survivante est autorisée à garder pour elle la totalité de ses biens réservés, même quand ils forment plus de la moitié des biens communs. C'est donc reconnaître à la femme un droit spécial d'option sur les biens dont il s'agit, droit qu'elle pourrait exercer en faveur d'ayants droit dans la limite où elle peut disposer des biens communs.

Il ne semble pas pourtant que cette solution soit admise. A notre sens, la faculté de conserver le pécule a été donnée à la femme, non pas en raison de la consistance même des biens réservés qui en font partie, mais uniquement comme une sauvegarde pour que la femme, que l'on garantit pendant l'existence de la communauté, ne soit pas dépouillée lors de sa dissolution.

Il nous paraît même que la femme qui ne re-

nonce pas ne pourrait, de plein droit, conserver dans son lot ses biens du pécule, même s'ils ne dépassaient pas la part de communauté qui lui revient.

Pour épuiser cette question de testament et succession, on peut faire une remarque assez curieuse. En autorisant non seulement la femme, mais même ses héritiers en ligne directe, ceux-ci toutefois à l'exclusion de tous autres héritiers, à conserver le pécule en renonçant à la communauté, la loi permettra en fait, dans certains cas, d'augmenter la part des héritiers admis à opter et principalement des ascendants.

Supposons, en effet, une succession dans laquelle un ascendant est en concurrence avec des collatéraux du degré le plus proche : frères ou sœurs du *de ejus*. On se trouve en présence de la situation suivante : biens propres 100 ; biens du pécule 60 ; part des biens de communauté, pécule compris, revenant à la succession 10. Si les héritiers acceptent la communauté, ils se partageront 110, s'ils renoncent 160.

Or l'ascendant, héritier direct, qui n'a droit qu'au quart de la succession peut seul renoncer à la communauté avec possibilité de conserver les biens du pécule. Dans la pratique donc, il est probable qu'il se fera payer cet acte, ce qui augmentera d'autant sa part.

La question de la consistance même des pouvoirs une fois examinée, on doit rechercher dans quel but la femme pourra user des pouvoirs ainsi concédés.

Les pouvoirs de la femme lui sont conférés, dit l'article 2, dans l'intérêt du ménage

D'autre part, l'article 7 stipule que chacun des époux doit contribuer dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage.

Ces deux dispositions semblent provenir de conceptions différentes. Si, en effet, les pouvoirs conférés à la femme le sont dans l'intérêt du ménage, on doit décider que les biens du pécule ne pourront avoir qu'une « affectation domestique » suivant l'expression de M. Saleilles. Ils devraient donc servir, en totalité, à subvenir aux charges du ménage et non pas y contribuer pour une part, comme semble le décider l'article 7.

La question de savoir dans quel esprit la loi doit être interprétée est très importante, à cause de la faculté qu'a le mari de faire retirer à sa femme les pouvoirs qu'elle tient de la nouvelle législation. Il est bien spécifié que le retrait ne peut avoir lieu qu'en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion, mais ces termes sont vagues et, dès que la femme voudra utiliser ses biens réservés pour son profit personnel, on

pourra admettre qu'elle a outrepassé ses pouvoirs et qu'il y a mauvaise gestion.

A notre sens, il ne semble pas que la loi ait voulu limiter aux besoins du ménage la capacité que la loi lui accorde. Il ressort, en effet, des travaux antérieurs que le législateur a voulu transférer à la femme, sur certains biens, tous les pouvoirs que le mari avait jusque là sur les mêmes biens. M. Saleilles a exprimé de façon très nette cette idée : « La femme, dit-il (1), entre en collaboration, avec le mari en ce qui touche l'administration de la communauté. Non pas qu'on exige sa participation ou son consentement aux actes de disposition des biens communs ; c'est encore le principe de la volonté une et exclusive qui reste seul dominant. Mais, sur une petite fraction des biens communs, cette volonté une et exclusive sera celle de la femme ».

Ne semble-t-il pas que si la volonté de la femme est ainsi substituée à celle du mari, l'épouse doive se trouver actuellement dans les mêmes conditions que son conjoint qui n'a à subvenir aux charges du ménage que proportionnellement à ses ressources ? A quoi bon d'ailleurs parler de part proportionnelle pour le mari dans la loi même, s'il ne doit supporter que le surplus

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 566.

des dépenses que les produits du travail de la femme n'auraient pas suffi à payer ?

A quoi servirait de spécifier que les économies réalisées sur les gains sont comprises dans la réglementation de la loi, puisque ces gains seraient d'abord absorbés par les charges du ménage ?

Il semble plutôt, à notre avis, que l'expression « dans l'intérêt du ménage » a un tout autre sens que celui qu'on lui donne généralement. Le législateur aurait pris ce terme dans le sens d'intérêt supérieur du ménage. Il aurait voulu dire que la réforme qu'il venait d'opérer avait été faite pour que les biens des époux ne fussent plus sous l'administration d'un seul conjoint qui, dissipateur, mauvais père, pouvait abuser des pouvoirs confiés à lui seul. Il y a, désormais, pour le plus grand bien du ménage, un second administrateur qui continuera ses fonctions tant qu'il en sera jugé digne. Autrement, on reviendrait à l'ancien état de choses.

A la lecture de l'article 2, cette interprétation du texte paraît évidente : « En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui sont conférés, dans l'intérêt du ménage, le mari pourra en faire prononcer le retrait ».

Néanmoins M. Léon Lyon-Caen (1) et M. A.

1. Ouvrage précité, p. 191.

Pichon (1) semblent d'un avis différent. Ce dernier ne paraît même pas douter que la jurisprudence ne se décide pour l'interprétation la plus restrictive.

Récompenses

Quelle sera l'application de la théorie des récompenses vis-à-vis des biens du pécule? Des récompenses peuvent être dues soit aux biens réservés soit par les biens réservés.

Remarquons d'abord que la question ne peut se poser que sous le régime de communauté, ou sous le régime dotal, mais seulement dans le cas de l'existence d'une société d'acquêts.

A première vue, il semble impossible qu'il y ait lieu à récompense entre la communauté et les biens réservés, puisque la loi n'a pas modifié l'attribution de propriété. C'est juste, aussi le fait ne pourra-t-il se produire que si la femme renonce à la communauté et conserve néanmoins la propriété des biens réservés. En effet, la femme ne peut, pas plus après qu'avant la loi, engager la communauté sans autorisation, sauf dans la mesure où la théorie du mandat tacite lui en donne le droit, c'est-à-dire quand il s'agit de dépenses courantes contractées dans l'intérêt

1. Ouvrage précité, p. 56.

du ménage. Si donc les biens ordinaires de communauté supportaient le poids d'une dette qui n'aurait pas ce caractère, il y aurait lieu à récompense de la part des biens réservés. D'un autre côté, il y aurait récompense en sens contraire si le pécule avait payé une dette du mari non contractée dans l'intérêt de la communauté.

Supposons maintenant le cas contraire : la femme accepte la communauté. Les biens réservés sont assimilés aux autres biens de communauté : il n'y aura pas lieu à récompense.

Par contre, une récompense pourra être due par le pécule aux propres de la femme, ou réciproquement. La récompense serait due par le pécule si, par exemple, un immeuble réservé avait été réparé avec des deniers propres. Dans le cas contraire, ce sont les deniers propres qui devraient récompense.

Remarquons enfin que, soit que la femme accepte, soit qu'elle renonce, il pourra y avoir lieu à récompense entre le pécule et les propres du mari suivant les principes déjà exposés.

Actions

La loi accorde à la femme l'autorisation d'ester en justice « dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi ».

Cette faculté est une différence de plus entre les statuts qui régissent la femme séparée de biens, et la situation qui est faite à la femme sur les biens de son travail personnel. La femme séparée doit toujours en effet être munie de l'autorisation du mari ou de justice pour demander ou défendre devant les tribunaux.

Par ses termes généraux, l'article 6 indique bien que le législateur n'a pas entendu limiter sur ce point les pouvoirs conférés à la femme, ni en ce qui concerne l'objet de la demande, ni pour la juridiction devant laquelle l'intéressée peut être appelée à comparaître. Quand il y aura doute sur ces points, la jurisprudence devra toujours interpréter dans le sens le plus favorable à la femme.

Cette disposition s'appliquera donc en faveur de la femme ouvrière pour toutes les contestations portées devant la juridiction prud'homale. Remarquons d'ailleurs à ce propos que l'article 36 de la loi du 27 mars 1907 permettait aux Conseils de prud'hommes d'habiliter la femme à ester devant eux sans autorisation maritale.

La femme commerçante pourra également ester en justice pour les actes de son commerce. L'avantage qui doit en résulter pour elle sera d'ailleurs développé plus loin en détail.

La loi s'appliquera pour tous les actes judiciaires, quels qu'ils soient : procédure d'ordre, ouverture de contribution, acquiescement, désistement, transaction, compromis. Pour ces trois derniers actes notamment, aucun doute n'est possible, la loi ayant donné par ailleurs à la femme des pouvoirs très étendus de disposition.

Cette solution de l'article 6 permet de penser que le législateur a bien eu en vue de déroger au principe de l'incapacité de la femme mariée et non pas seulement d'accroître, dans une certaine mesure, les pouvoirs concédés à celle-ci par délégation spéciale de la loi, simple extension du mandat tacite du mari.

M. Saleilles paraît pourtant admettre ce dernier point de vue (1). Pourquoi, alors, s'il en était ainsi, avoir accordé sans réserve le droit d'ester en justice ? On conçoit que l'on ait jugé utile, pour remédier à des situations fâcheuses, d'accorder à la femme des pouvoirs propres d'administration et de disposition sur ses biens réservés ; mais le même intérêt n'est plus en jeu quand il s'agit d'ester en justice. Si l'on avait voulu conserver le principe de capacité, il

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, p. 366-367.

n'y aurait eu aucun inconvénient à exiger l'autorisation maritale, sauf au besoin à permettre au tribunal, s'il le jugeait à propos, et préalablement à l'examen même de l'affaire, d'accorder l'autorisation refusée par le mari.

Au lieu de cette solution qui sauvegardait très suffisamment, semble-t-il, les droits de la femme, le législateur a reconnu à celle-ci un droit propre de demander et défendre devant les tribunaux. Ce serait vraiment étendre trop loin l'idée d'un mandat, même légal, que de décider que la femme n'agit pas, dans le cas qui nous occupe, en vertu de sa capacité propre.

A un autre point de vue, on peut dire également que la loi du 13 juillet 1907, en vertu de son caractère d'ordre public et du principe de rétroactivité qui y est contenu, est une loi de statut personnel modifiant la capacité de la femme. S'il n'y avait en jeu qu'une question de pouvoirs, la loi aurait-elle décidé que la volonté des parties exprimée tant antérieurement que postérieurement à sa promulgation, ne pourrait déroger aux dispositions nouvellement édictées ?

§ 4. — Situation nouvelle des tiers

Considérons maintenant la situation qui est faite aux tiers depuis la promulgation de la loi nouvelle.

Les tiers sont intéressés à la question à deux points de vue différents : en ce qui concerne les justifications qu'ils ont à réclamer des personnes avec qui ils traitent, ou qu'ils doivent fournir eux-mêmes, et au sujet du gage que peut comporter leur créance, suivant la nature de celle-ci.

Justifications à fournir par la femme

Etudions d'abord le cas le plus général qui puisse se produire par application de la nouvelle loi : un tiers traite avec une femme mariée qui exerce une profession distincte de celle du mari. Supposons qu'il s'agisse, par exemple, de l'acquisition d'un immeuble par la femme. Quelles seront les justifications que devra exiger le tiers pour éviter l'annulation de la vente si le paiement est fait de suite, ou pour pouvoir recouvrer le montant de sa créance dans le cas contraire, étant donné que la femme déclare faire

emploi de biens réservés sans autorisation maritale ?

Le quatrième paragraphe de l'article 1^{er} répond à la question de façon suivante : « La validité des actes faits par la femme sera subordonnée à la seule justification, faite par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention, qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari ; la responsabilité des tiers avec lesquels elle a traité en leur fouruissant cette justification n'est pas engagée ».

Quels pourront être les autres moyens de preuve dont parle l'article précité ? Il semble que l'on pourrait accepter, par exemple, un certificat de l'employeur légalisé, un acte de société, un acte d'acquisition de fonds de commerce, un contrat de fermage, une quittance de paiement de la patente, etc.

Néanmoins, il est bien probable qu'entre tous ces moyens de preuve, le tiers exigera toujours, en fait, la justification indiquée par la loi : un acte de notoriété. C'est là, d'ailleurs, une justification facile à obtenir et peu onéreuse. Sans exposer à nouveau en face de quelles difficultés pratiques se serait trouvée la femme, si elle avait dû prouver la consistance des biens, preuve qui eût rendu à peu près impossible l'exercice

des pouvoirs accordés, on peut se demander si le moyen de preuve admis par la loi ne va pas préjudicier aux intérêts des tiers ?

Prenons le cas d'un failli peu scrupuleux. Ne trouvera-t-il pas dans la nouvelle loi un moyen de soustraire, avant la déclaration même de faillite, une partie de son actif à ses créanciers. A notre sens, rien ne lui sera plus facile. En effet, le commerçant, qui voit approcher l'époque de la cessation de paiements, pourra vendre ses biens propres et les biens de la communauté, qui sont le gage de ses créanciers personnels, pour faire employer, par sa femme, les sommes ainsi obtenues à l'acquisition de biens réservés, sur la seule justification qu'elle exerce une profession distincte du mari.

Supposons maintenant que le commerçant n'ait pas pris ses dispositions à temps et qu'il se trouve dans la période suspecte au cours de laquelle les actes accomplis par lui sont nuls (art 446 et 447 du Code de commerce). Même alors, il semble qu'il sera encore possible au mari de léser les créanciers de la faillite, en faisant vendre, par sa femme, ses biens pour lesquels il n'est pas nécessaire de produire une justification de propriété, à des hommes de paille, ceux-ci étant censés acheter des biens du pécule. Dans ce cas, il sera bien plus diffi-

cile aux créanciers de prouver la collusion entre la femme et ces acheteurs fictifs qu'entre ceux-ci et le mari.

Remarquons d'ailleurs que le fait ne peut vraisemblablement se produire que si la femme exerce une profession distincte. Cela n'eût même pas été nécessaire si la preuve à fournir par la femme avait pu résulter seulement, comme le demandait M. Saleilles, d'un simple titre de reconnaissance émanant du mari. Dans le cas dont il s'agit, celui-ci aurait naturellement délivré tous les titres de reconnaissance nécessaires, et les juges n'auraient pas pu faire grief aux acheteurs de la femme de s'en être contentés.

En présence de la rédaction de la loi, au contraire, les juges pourront considérer, dans certains cas, le titre de reconnaissance comme valable, mais, dans l'espèce ci-dessus, il est fort probable que la justification fournie leur paraîtrait insuffisante.

Nous avons considéré le cas où la femme traite avec un tiers au sujet de ses biens réservés, mais il est évident que les justifications qu'elle aurait à fournir seraient les mêmes, si une personne quelconque contestait la qualité d'un de ses biens réservés. En général, le cas se produira soit vis-à-vis du mari ou de ses héri-

tiers, à la dissolution de la communauté, soit vis-à-vis des créanciers du mari, n'ayant pas traité dans l'intérêt du ménage, et qui voudraient comprendre dans leur gage un bien du pécule.

Il est bien certain qu'il ne peut suffire pour la femme de prouver qu'elle exerce une profession, pour que la propriété d'un bien quelconque qu'elle dit lui appartenir lui soit attribuée.

Il y a lieu de considérer deux situations : 1^o le bien en litige est en la possession d'une personne quelconque, et la femme le réclame comme bien du pécule ; 2^o la femme est actionnée par un tiers qui réclame la remise d'un bien, sous prétexte qu'il ne fait pas partie des biens réservés.

Dans le premier cas, il est tout à fait naturel que la femme justifie que le bien qu'elle réclame lui appartient. Cette justification pourra être fournie, dit l'article 4, par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée. Cette dernière restriction offre peu d'intérêt, car il résulte implicitement du texte de la loi que la preuve par simples présomptions est admise, et le juge pourra retenir la preuve résultant de la commune renommée pour l'utiliser à titre de présomption.

Dans le second cas, en vertu des termes généraux de l'article 4, la preuve à fournir est encore

à la charge de la femme. Remarquons que cette disposition ne fait que consacrer les règles antérieurement établies. Sous le régime de communauté, en effet, tous les biens sont présumés communs, de sorte que si un créancier du mari s'attaque à un propre de la femme, c'est à celle-ci à fournir la preuve que le bien en litige n'est pas commun. Sous le régime de la séparation de biens, la question avait été controversée, toutefois l'opinion générale admettait que la femme poursuivie au sujet d'un de ses propres considéré comme appartenant au mari, devait administrer la preuve qu'elle en avait bien la propriété.

Justifications à fournir par le mari

Dans quel cas, dira-t-on, le mari qui n'a plus aucun pouvoir d'administration ou de disposition sur le pécule, pourra-t-il être amené à fournir des justifications à l'égard des biens réservés ?

C'est que la loi lui permet encore d'engager les biens du pécule pour les obligations contractées pour les besoins du ménage.

Quelles vont donc être les justifications que devront exiger les créanciers du mari qui veu-

lent avoir pour gage les biens du pécule? Il est certain que pour les menus achats ordinaires, notamment pour la subsistance de la famille, l'objet même de l'achat indique assez qu'il est effectué pour les besoins du ménage.

Mais *quid* s'il s'agit, par exemple, de la réparation d'un immeuble commun? Peut on dire que cette dépense a le caractère d'une dépense exécutée dans l'intérêt du ménage? Cela peut être contestable. Dans ce cas, comme dans tous les cas incertains, la meilleure solution pour le tiers sera d'obtenir la signature de la femme en même temps que celle du mari.

Justifications à fournir par les créanciers

Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle un créancier de la femme voudrait saisir un bien réservé et dont cette qualité serait contestée. Nous avons vu que l'article 4 met la preuve à la charge de la femme quand il s'agit de prouver la consistance d'un bien réservé, mais *quid* s'il s'agit au contraire de prouver qu'un bien n'est pas réservé? (1)

La loi est muette sur ce point; il est donc nécessaire de s'en rapporter aux principes géné-

1. Sur ce sujet, voir Pichon, ouvrage précité, p. 64.

raux. Il a déjà été dit, plus haut, qu'il existe une présomption suivant laquelle tous les biens appartenant aux époux sont considérés comme communs, sauf preuve contraire. Donc, le créancier qui poursuivrait un bien qu'on lui affirmerait être commun, devrait prouver qu'il ne l'est pas.

En vertu du même principe, il semble que si les époux opposaient au créancier que le bien dont il s'agit est non pas réservé, mais propre au mari, ce serait à ce dernier à prouver l'exactitude de son dire, puisque les biens du pécule ne sont qu'une catégorie spéciale des biens communs.

En cas de séparation de biens, nous avons vu que l'on admettait généralement que quand un créancier saisit un bien comme propre à un époux, c'est à l'autre époux lésé à prouver que le bien lui est personnel.

On ne voit pas pourquoi il n'en serait pas de même en cas de biens réservés, puisque ceux-ci sont des propres de la femme. Remarquons d'ailleurs que, dans ce cas, l'obligation de la femme sur ses biens réservés s'étendra le plus souvent à ses biens propres, de sorte que la question ne pourra se poser que vis-à-vis du mari, si un de ses biens personnels était saisi par un créancier particulier de la femme.

Quel sera, dans tous ces cas, le mode de preuve à administrer? Acceptera-t-on les preuves ordinaires de droit commun, ou, au contraire, demandera-t-on, par analogie, la production d'une des preuves de l'article 4? Il semble que l'article 4 ne concerne que la femme.

D'ailleurs la question offre peu d'intérêt. La seule différence est que, si l'on admet la première solution, ne pouvant exiger de créanciers des preuves écrites, on se contentera de preuves par témoins, présomptions et même commune renommée, tandis que ce dernier mode de preuve n'est pas admis par la loi nouvelle. Or nous avons vu que la commune renommée pourrait être retenue comme présomption.

Gage des créanciers

Créanciers de la femme. — Considérons en premier lieu le cas de créanciers de la femme. La solution sera différente suivant que la femme contracte avec ou sans autorisation maritale, suivant la nature de l'obligation de la femme, et aussi suivant le régime matrimonial adopté par les époux.

Si la femme contracte sans autorisation maritale, il y a lieu de considérer tout d'abord si elle s'est obligée dans l'intérêt du ménage.

Dans l'affirmative, le mari est tenu de l'exécution de ladite obligation sur tous les biens de communauté et aussi sur ses propres (argument *a contrario* de l'article 3 § 4). Mais dans quelle mesure? Ainsi que le fait remarquer M. Pichon (1), c'est une question controversée de savoir si le mari est tenu seulement par suite de la confusion des patrimoines, ou si, au contraire, l'autorisation tacite qu'il est censé donner à sa femme ne le fait pas s'obliger personnellement. Suivant la première interprétation, il ne serait tenu à la dissolution de la communauté que pour moitié seulement; suivant la seconde, pour le tout, M. Pichon pense que, par suite des termes de l'article 3, le mari serait tenu à cause de la confusion des patrimoines, de sorte qu'il ne pourrait plus être poursuivi que pour la moitié de l'obligation à la dissolution de la communauté. La controverse ancienne serait donc tranchée en faveur des intérêts du mari dont la femme exercerait une profession distincte.

Si la femme n'a pas contracté dans l'intérêt du ménage, les créanciers, en vertu de l'article 3 § 4 déjà cité, ne pourront poursuivre le recouvrement de la dette que sur les biens réservés. Toutefois si la femme était autorisée par la jus-

1. Ouvrage précité, p. 37.

tice, les tiers auraient en outre pour gage la nue-propiété des propres de la femme.

Il est enfin un dernier cas à examiner : c'est celui des dettes contractées par la femme avant son mariage. On sait que, précédemment à la loi, l'article 1410 du Code civil disposait que les dettes contractées par la femme avant le mariage ne tomberaient en communauté qu'autant qu'elles auraient date certaine antérieure au mariage. Dans le cas contraire, les créanciers n'auraient pour gage que la nue propriété des propres de la femme. Il est certain que la loi du 13 juillet 1907 étend leur gage qui comprendra désormais les biens réservés.

Si la femme contracte avec autorisation matrimoniale, l'obligation est alors personnelle à chacun des époux, et tous les patrimoines : biens réservés, biens communs, biens propres au mari et à la femme sont compris dans le gage des créanciers.

Créanciers du mari

Nous avons déjà vu plus haut que les biens réservés ne répondent que des dettes contractées, dans l'intérêt du ménage, par le mari seul. C'est donc une limitation du gage des créanciers qui autrefois pouvaient poursuivre le paiement

sur tous les biens communs. Cette disposition fait partie de l'essence même de la loi, et les tiers qui auront à traiter avec le mari n'auront qu'à s'entourer des garanties nécessaires pour assurer le remboursement de leur créance.

Si, subsidiairement à celle du mari, les créanciers obtiennent la signature de la femme, nul doute qu'ils n'aient dans leur gage tous les biens appartenant aux deux époux. M. Violette avait soutenu l'opinion contraire dans son rapport, mais tout à fait à tort, semble-t-il.

Quid des dettes du mari antérieures au mariage ?

Sous le régime du Code, elles tombent en communauté. Elles avaient donc pour gage les produits du travail de la femme. Il n'en est certainement plus ainsi aujourd'hui, l'article 3 §2 spécifiant que les biens réservés ne peuvent être saisis que par les créanciers du mari ayant contracté avec celui-ci dans l'intérêt du ménage. .

Il nous reste enfin à considérer la situation des créanciers, au cas de renonciation par la femme des biens communs. Dans ce cas, l'article 5 prend soin de spécifier que les dettes qui avaient pour gage les biens du pécule continuent à grever lesdits biens. Cette disposition ménage tous les droits des créanciers, contrairement à ce qui a lieu en cas d'apport franc et quitte (art. 1514

du C. civil). Cette clause, en effet, qui peut être inscrite au contrat de mariage, autorise la femme ou même ses héritiers à reprendre, en cas de renonciation à la communauté, tout ou partie de l'apport fait soit avant, soit depuis le mariage, sans supporter aucune des charges qui grèvent les biens communs.

On voit que la loi, tout en s'inspirant de cette disposition du Code, a su la modifier de façon à ne porter aucun préjudice aux droits des tiers.

II

§ 5. — Contribution des époux aux charges du ménage

Mettre à l'abri des atteintes du mari les produits du travail de la femme était un progrès considérable sur les dispositions du Code, mais si la nouvelle loi n'avait traité que ce point, elle eût été incomplète pour deux raisons : d'abord parce que la femme bien qu'ayant la libre disposition de son salaire ne possède pas, la plupart du temps, de ce chef, les ressources nécessaires pour supporter à elle seule toutes les charges du ménage ; et, en second lieu, parce qu'une grande partie des femmes mariées, s'occupant uniquement de leur intérieur, ne peut jouir des bienfaits des six premiers articles de la nouvelle loi.

Or, si le mari se refuse à subvenir aux besoins des siens, la femme et les enfants vont se trouver sans aucune ressource, dans la plus triste situation. Il existe bien une obligation alimentaire, mais celle-ci ne peut être invoquée qu'en cas d'abandon.

Si la vie commune subsiste, la femme doit avoir recours à la séparation de corps. Or il faut pour y arriver une procédure compliquée, longue et coûteuse, qui ne peut être suivie par une femme sans ressources.

M. Jourdan essaya le premier, dans sa proposition, de solutionner la question. Il autorisait la femme, mais seulement en cas d'abandon, à faire saisir-arrêter, par l'intervention du juge de paix, les $\frac{2}{3}$ du salaire du mari en cas d'existence d'enfants, le $\frac{1}{3}$ seulement dans le cas contraire.

Le texte voté par la Chambre en 1896 retenait le principe, mais accordait au mari les mêmes droits qu'à la femme. Le droit de celle-ci était d'ailleurs toujours limité au cas d'abandon, tandis que le mari devait justifier de l'existence d'enfants.

M. Gourju proposa d'étendre à la femme le droit de saisie-arrêt, même en dehors du cas d'abandon, et c'est la solution qui a passé dans la loi.

Celle-ci a donc établi pour tous les cas sans exception où le mari ne contribuerait pas spontanément et suffisamment aux charges du ménage, une procédure simple, rapide et peu coûteuse permettant à un conjoint de faire saisir arrêter une certaine quotité des salaires de l'autre.

Cette seconde partie de la loi est le complément de la première : en même temps que la situation de la femme est améliorée, celle du mari se trouve garantie contre les inconvénients qui auraient pu résulter des pouvoirs nouveaux accordés à la femme sur les produits de son travail. Sans avoir besoin de recourir à la mesure extrême du retrait, suivant les dispositions de l'article 2, il aura néanmoins les moyens d'obliger sa femme à contribuer, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage.

**§ 6. — Application de la loi nouvelle à
quelques cas spéciaux**

*Nouvelle situation de la femme mariée
commerçante*

Nous avons vu précédemment que la question de savoir si la femme mariée commerçante

devait bénéficier de la loi sur le libre salaire avait été très discutée. A la Société d'études législatives, M Thaller avait fourni de nombreux arguments dans le but d'exclure la femme commerçante de la réglementation nouvelle. Mais le législateur a passé outre, car, s'il ne parle pas spécialement de la femme commerçante, il a choisi une rédaction conçue en termes suffisamment généraux, pour qu'on ne puisse douter qu'il ait entendu viser la catégorie de femmes dont il s'agit, aussi bien que toutes les autres qui exercent une profession distincte du mari.

Il convient donc d'étudier dans quelle mesure la législation nouvelle a augmenté les pouvoirs de la femme mariée commerçante.

Les biens du pécule de la femme qui exploite un commerce sont alimentés par les bénéfices commerciaux. Or, sous le régime du Code, si ces bénéfices n'étaient pas employés aux besoins du commerce, ils rentraient dans la catégorie des biens communs ordinaires, c'est-à-dire qu'ils étaient désormais administrés par le mari. Il n'en est plus de même aujourd'hui, et la femme a, sur eux, tous les pouvoirs qui viennent d'être passés en revue.

A un autre point de vue, les biens du pécule ne pouvant être engagés par le mari que pour les besoins du ménage, les créanciers person-

nels de celui-ci ne pourront saisir la partie des fonds placés dans le commerce qui représenteront des économies réalisées par la femme.

Enfin la femme renonçante pourra conserver les bénéfices réalisés dans son exploitation commerciale, bénéfices qu'elle était obligée d'abandonner autrefois avec les autres biens de communauté.

A un point de vue différent, M. Pichon (1) se demande si la nouvelle loi ne va pas permettre à la femme d'exploiter un commerce sans autorisation maritale, en tant du moins qu'elle n'utilisera dans ce but que des capitaux du pécule ?

La question peut se poser, car le commerce est à la fois une profession et un emploi de capitaux. Or, le Code exige l'autorisation du mari pour l'exercice d'une profession, tandis que la loi nouvelle autorise la libre disposition des biens réservés. M. Pichon exprime ainsi son opinion sur la question : « Dans l'impossibilité d'une solution satisfaisante et certaine, nous inclinerions à penser que, dans la mesure où elle n'y emploie que ses gains ou ses économies, la femme peut désormais exercer un commerce ou une industrie sans l'autorisation de son mari. La liberté absolue que la loi récente

1. Ouvrage précité, p. 84 et suivantes.

a laissée et entendue laisser à la femme pour l'emploi de ses gains, de ses économies, nous paraît rendre difficile, pour l'interprète, toute limitation de cette liberté : ce serait se mettre en formelle contradiction avec le texte et, plus encore, avec l'esprit de la loi ».

Ces arguments ne nous paraissent pourtant pas convaincants. En effet, pour quelle raison continuerait-on à exiger l'autorisation maritale pour toute femme salariée, alors qu'une commerçante en serait dispensée ? Il semble que l'autorisation du mari peut se légitimer beaucoup mieux s'il s'agit de permettre à l'épouse de se livrer à une entreprise aussi aléatoire que le commerce, plutôt que si la femme n'a en vue que l'exercice d'une profession salariée. Néanmoins dans le cas où l'opération commerciale aurait surtout pour objet un placement de capitaux, il y a lieu de penser que l'autorisation maritale ne serait plus nécessaire. Ce serait le cas notamment de la femme mariée qui entrerait comme commanditaire dans une maison de commerce, à condition toutefois que les capitaux engagés soient constitués exclusivement en biens réservés. Ces biens pourraient être également employés en actions de sociétés industrielles et commerciales.

*Application de la loi du 13 juillet 1907 aux
caisses d'épargne et à la Caisse des dépôts et
consignations.*

La loi du 13 juillet 1907 ne modifie en rien les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886 pour les facilités que ces textes donnent à la femme mariée en vue d'effectuer des versements soit aux caisses d'épargne, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (gérée par la Caisse des dépôts et consignations).

Il y a à cela deux raisons.

D'abord parce qu'une loi qui règle des matières spéciales ne peut être abrogée par une loi générale postérieure : *lege speciali per generalem non derogatur*.

En second lieu, parce que les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886 s'appliquent à toutes les femmes mariées et non pas seulement à celles qui exercent une profession distincte de celle du mari.

Néanmoins, les établissements dont il s'agit devront tenir compte des dispositions de la loi nouvelle, quand des femmes mariées voudront effectuer des opérations en se réclamant du bénéfice de la loi du 13 juillet 1907.

Il est certain qu'une caisse d'épargne ne

pourra tenir compte de l'opposition formée par le mari au retrait, quand la femme aura invoqué en versant les termes de la loi sur le libre salaire et fourni les justifications nécessaires.

La femme mariée pourra donc effectuer tous dépôts sans autorisation jusqu'à concurrence de 1 500 francs, en établissant, lors du premier versement, par un acte de notoriété ou tout autre pièce qu'elle exerce une profession distincte du mari. L'intéressée pourra alors retirer toutes sommes, même en cas d'opposition du mari.

Que décider si la femme qui a versé antérieurement au 13 juillet 1907 avec autorisation maritale réclame le bénéfice de la loi nouvelle en déclarant que les sommes portées à son compte proviennent d'économies réalisées sur ses gains? Nous avons vu plus haut qu'il y a controverse pour savoir si lesdites économies doivent faire ou non partie des biens réservés, et nous penchions pour l'affirmative.

Mais dans le cas particulier des caisses d'épargne, il était difficile d'adopter la même manière de voir, parce que la question n'était pas nettement tranchée et qu'il fallait garantir les caisses contre tout recours ultérieur du mari.

C'est pourquoi la circulaire du ministère du travail du 8 novembre 1907 s'est prononcée en

ces termes dans le sens défavorable à la femme :

« La question pourrait se poser de savoir si une caisse d'épargne devrait rembourser à une femme mariée justifiant qu'elle exerce une profession distincte de celle du mari, le montant du livret ouvert à son nom, avec l'assistance du mari, avant la promulgation de la loi du 13 juillet 1907. Il ne semble pas douteux que le remboursement ne saurait avoir lieu que dans les conditions qui ont été prévues lors de l'ouverture du livret, c'est-à-dire avec l'assistance ou l'autorisation du mari, la caisse d'épargne se trouvant liée par les conditions du dépôt primitif. »

Il est probable, bien que la circulaire ne s'occupe pas de la question, qu'un livret ouvert antérieurement au 13 juillet 1907, dans les conditions prévues par les lois de 1881 et 1895, ne serait pas remboursé, malgré l'opposition du mari, à la femme seule qui justifierait exercer une profession distincte.

Remarquons que cette manière de voir est susceptible de causer un préjudice sérieux aux femmes dont il s'agit.

En effet, la circulaire précitée spécifie que les femmes qui voudront profiter de la loi nouvelle devront justifier, *lors de l'ouverture du livret*, qu'elles exercent une profession distincte du

mari. Il en résulte que les femmes qui auraient un compte ouvert à la Caisse d'épargne antérieurement à la promulgation de la loi ne pourraient bénéficier de celle-ci postérieurement, puisque chaque personne ne peut être titulaire que d'un seul livret. Il faudrait que le mari consente à donner son autorisation au retrait total pour qu'un nouveau compte soit ouvert dans des conditions différentes.

Il faut espérer néanmoins que les Caisses d'épargne sauront suppléer à l'insuffisance des instructions ministérielles et se prêter à l'application intégrale de la loi dans un cas si intéressant.

Il est certain que les titres de rente achetés par les Caisses d'épargne soit d'office, soit sur la demande des déposantes avec les sommes provenant de versements effectués sous le régime de la loi nouvelle feront partie des biens du pécule.

Mais comment la femme pourra-t-elle prouver, au besoin, plus tard, que ces titres ont bien été acquis avec des économies sur les gains réalisés? La solution la plus simple serait de faire inscrire sur le titre de rente lui-même la provenance des deniers d'acquisition, mais la Direction de la Dette inscrite se refuse à mentionner sur le titre l'indication des fonds qui ont servi à

son achat. Il serait donc nécessaire pour sauvegarder les intérêts ultérieurs de la femme, que la Dette inscrite se départisse de la règle adoptée par elle jusqu'ici, ou que les Caisses d'épargne prennent soin de délivrer un certificat constatant l'origine des fonds, certificat qui serait joint à chaque titre de rente.

Il est encore difficile de se rendre compte si le bénéfice de la loi nouvelle est fréquemment invoqué auprès des Caisses d'épargne. Le rapport de la Caisse d'épargne de Paris pour l'exercice 1907 fait connaître, qu'au cours de cette année, deux femmes seulement se sont fait ouvrir des comptes conformément à la loi sur le libre salaire, sur plus de 13.000 qui ont versé sur de nouveaux livrets sans autorisation maritale.

Mais il est évident que l'on ne saurait tirer argument de ce fait, la circulaire ministérielle précitée ne datant que du 8 novembre 1907. Il est fort probable au contraire que la loi nouvelle recevra une large application.

Les versements effectués à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par des femmes réclamant le bénéfice de la nouvelle loi sont acceptés sans autorisation maritale, conformément d'ailleurs aux règles antérieures de la loi

du 20 juillet 1886. A cet égard aucun doute n'était possible.

Mais, sur un autre point, il pouvait y avoir difficulté. On sait que les versements effectués par un époux seul profitent à chacun des deux conjoints par moitié, exception faite toutefois quant le régime matrimonial adopté est la séparation de biens.

On pouvait donc se demander si les versements effectués par la femme conformément à la loi sur le libre salaire lui profiteraient à elle seule ou devraient, comme par le passé être attribués pour moitié au mari.

La circulaire du 26 décembre 1907 tranche ainsi la question :

« En ce qui concerne les versements effectués à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse par des femmes mariées, la loi du 13 juillet 1907 ne déroge pas aux dispositions de l'article 13 de la loi organique du 20 juillet 1886 qui prescrit la division par moitié des versements faits pendant le mariage ; par suite, la nouvelle loi ne confère pas à la femme mariée le droit d'opérer sur le produit de son travail des versements à son profit exclusif. Il n'y a donc pas lieu de modifier les instructions en vigueur. »

La conclusion est certainement conforme à l'esprit et au texte de la loi du 13 juillet 1907,

mais le motif invoqué, ou plutôt qui nous semble avoir été invoqué, ne paraît pas très juste. En effet, la circulaire déclare, à ce que nous croyons du moins, que la loi du 13 juillet 1907 ne peut s'appliquer à la Caisse des retraites parce que celle-ci doit rester soumise uniquement à la loi organique du 20 juillet 1886. Certainement, la dite loi reste toujours en vigueur dans toutes ses parties, mais, à côté du régime de cette loi, il aurait très bien pu exister un régime spécial s'appliquant aux versements effectués conformément à la loi du 13 juillet 1907, comme cela a lieu pour les Caisses d'épargne.

La véritable raison pour laquelle la nouvelle loi ne reçoit aucune application en ce qui concerne la Caisse des retraites est que le texte dont il s'agit n'a entendu modifier en aucune façon l'attribution de propriété. Quoique assimilés pour les actes d'administration et de disposition aux biens propres de la femme séparée de biens, les biens réservés ont toujours le caractère de biens communs et, par suite, les versements de deniers du pécule doivent continuer à profiter aux deux époux. Remarquons d'ailleurs que les auteurs de la loi du 13 juillet 1907 ont voulu établir l'égalité de situation des deux époux et non favoriser aucunement la femme au détriment du mari. C'est à ce résultat que l'on

serait arrivé si on avait décidé que les versements provenant des gains de la femme devaient profiter à celle-ci seule, puisque les sommes versées par le mari sur son salaire se divisent par moitié.

En ce qui concerne la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, la femme pourra désormais effectuer des versements dans les conditions prévues par les lois antérieures, mais sans autorisation maritale, si elle justifie qu'elle exerce une profession distincte du mari.

Relativement aux autres services de la Caisse des dépôts et consignations, notamment pour les dépôts et retraits, les nouvelles règles adoptées ne peuvent être que l'application exacte des termes mêmes de la loi.

Une seule remarque : malgré les dispositions de l'article 10 qui déclarent les saisies-arrêts, effectuées en vertu de l'article 7, exécutoires par provision, la Direction générale continue d'exiger, préalablement à tout paiement aux intéressés, la remise, non seulement de l'original de la signification au conjoint, mais encore du certificat du greffier constatant le défaut de recours dans les délais légaux. Ces pièces sont réclamées, conformément aux dispositions de l'article 548 du Code de procédure civile.

QUATRIÈME PARTIE

QUELQUES INTERPRÉTATIONS DE JURISPRUDENCE

Première espèce (1). — I. La femme qui exerce une profession distincte du mari ne peut être tenue sur ses biens réservés des obligations personnelles au mari.

II. Le juge des référés n'a pas compétence pour décider si des valeurs saisies par des tiers appartiennent au pécule, et, comme telles, ne faisant pas partie du gage des créanciers, doivent être restituées à la femme.

Dans l'espèce M. D. et Mme D. tiennent chacun un commerce séparé. Un employé du mari M. C. intente aux deux époux une action qui se termine à l'avantage de ceux-ci. Cependant M. C. met opposition au paiement de sommes dues exclusivement à Mme D. à l'occasion de

1. Voir René Perceau, ouvrage précité, Dalloz, *Jurispr. générale*, p. 17 et suivantes.

son commerce. Mme D. demande levée d'opposition en référé et fournit, par un acte de notoriété, la preuve qu'elle exerce une profession distincte de celle de son mari.

M. le président Ditte, devant qui l'affaire fut portée, rendit une ordonnance dont le dispositif est ainsi conçu : « Par ces motifs, renvoyons les parties à se pourvoir en principal, et, cependant, dès à présent, et par provision, autorisons par application de la loi du 13 juillet 1907, la dame D. à toucher et à recevoir, sur simples quittances et décharges, des mains du Bon Marché et de M... toutes sommes pouvant lui être dues à raisons de ses travaux personnels et des fournitures de broderies et passementeries faites par elle personnellement ».

En examinant l'affaire avec un peu d'attention, on s'aperçoit vite que la loi a été mal appliquée. En effet, un acte de notoriété justifiant que la femme exerce une profession distincte de celle du mari ne peut être utilisé que par la femme traitant avec des tiers dont la responsabilité est ainsi dégagée. Il semble superflu de rappeler à ce propos les termes de l'article 1^{er}, paragraphe 4. Or le juge des référés se contente de cette justification pour décider que le créancier du mari n'avait aucun droit sur les valeurs saisies. Encore aurait-il fallu prouver en outre : 1^o que

les dites valeurs faisaient partie du pécule, ce qui n'était pas certain du tout *a priori*, puisque le capital employé par la femme dans le commerce pouvait ne pas être uniquement composé de biens réservés ; 2° que l'obligation du mari n'avait pas été contractée dans l'intérêt du ménage.

En outre, il apparaît que le juge des référés avait outrepassé ses pouvoirs, en rendant l'ordonnance dont il s'agit, car il est généralement reconnu que ledit juge ne peut statuer quand le droit de propriété du demandeur de remise de valeurs est contesté, ce qui était le cas.

D'ailleurs la loi du 13 juillet 1907 n'a parlé de la possibilité de la voie de recours par référé que quand il s'agit d'autoriser le mari à s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec un tiers.

Aussi la Cour d'appel de Paris devant laquelle l'affaire fut portée par le créancier lésé, rendit l'arrêt suivant qui annulait l'ordonnance en question :

Appel du sieur Couchard

ARRÊT

La Cour ; -- Au fond ; — Considérant que Couchard, créancier de Deforge, en vertu d'un

jugement contradictoire rendu par le tribunal de commerce de la Seine, le 12 octobre 1907, actuellement frappé d'appel, a pratiqué des saisies-arrêts entre les mains de Mauny et des magasins du Bon Marché sur toutes les sommes que ces trois saisies doivent ou pourront devoir à son débiteur ; que, par exploits des 14 et 19 novembre 1907, antérieurs à l'ordonnance entreprise, il a fait délivrer assignation en validité desdites saisies ; — Considérant qu'en autorisant la dame Deforge à toucher, sur sa seule quittance et malgré lesdites saisies, toutes les sommes qui pourraient lui être dues personnellement par les tiers saisis à raison des travaux et de fournitures qu'elle leur aurait faits personnellement, l'ordonnance a restreint les effets desdites saisies, qu'elle en fait disparaître au moins partiellement la matière et rend inutile et sans portée, dans cette limite, une décision sur le fond ; qu'ainsi, contrairement à l'article 809 C. pr. civ., elle porte préjudice au principal ; qu'il s'ensuit que le juge des référés a excédé ses pouvoirs et les limites de sa compétence, telle qu'elle est déterminée par cette disposition ; — Considérant à la vérité que, pour accorder cette autorisation, le juge des référés s'est basé sur ce qu'il était établi par un acte de notoriété produit par la dame Deforge et non

contesté devant lui, le saisissant faisant défaut, que celle-ci exerçait une profession personnelle distincte de celle de son mari, et que les sommes qu'elle demandait l'autorisation de toucher représentaient le produit de son travail personnel; qu'il y avait donc lieu de faire application de la loi du 13 juillet 1907; — Mais considérant que la solution de telles questions, qui avait pour conséquence nécessaire de limiter les effets des saisies-arrêts prérappelées, en reconnaissant à la dame Deforge un droit personnel et exclusif sur des sommes dues par les tiers saisis, échappait à sa compétence; que c'était au tribunal, seul juge de la validité desdites saisies, qu'il appartenait d'en connaître et de déterminer, par suite, si, ainsi qu'elle le prétendait et que le conteste Couchard dans ses conclusions d'appel, la dame Deforge exerçait ou non une profession personnelle distincte de celle de son mari et si elle était créancière, et dans quelle nature, des tiers saisis à raison de travaux et de fournitures faits personnellement par elle; — Pour ces motifs, en la forme, reçoit Couchard appelant de l'ordonnance susvisée du 3 février 1908; — au fond, annule ladite ordonnance, décharge l'appelant des dispositions lui faisant grief et, statuant à nouveau, rejette, comme ayant été porté devant un juge incom-

pétent, la demande formée par la dame Deforge, renvoie ladite dame à se pourvoir ainsi qu'elle avisera ; rejette toutes conclusions contraires tant de l'appelant que des autres parties ; — ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Condamne la dame Deforge en tous les dépens de référé et d'appel.

Deuxième espèce (1). — Le principe de rétroactivité de la loi ne va pas jusqu'à permettre l'application de celle-ci dans le cas où le mariage aurait été dissous avant le 13 juillet 1907.

La 4^e Chambre du Tribunal civil de la Seine avait à juger si une femme mariée, mais divorcée avant la loi du 13 juillet 1907, avait qualité pour retirer seule le montant d'un livret de Caisse d'épargne, qui avant la loi nouvelle, faisait partie des biens communs et aurait dû, par suite, être partagé par moitié à la dissolution de la communauté.

Le Tribunal déclara, et à juste titre semble-t-il, que les dispositions de l'article 11 ne pouvaient être appliquées aux femmes dont le mariage avait été dissous avant la promulgation de la nouvelle loi.

Remarquons d'ailleurs que si la loi avait été

1. Jugement cité par M. Moride, ouvr. préc., et dont le compte rendu fut publié par le *Journal* du 10 mars 1908.

applicable, la personne dont il s'agit n'aurait pu toucher le montant intégral de son livret, que si elle avait renoncé à la communauté. Or, le compte rendu ne fournit pas d'explications à ce sujet.

Troisième et quatrième espèce. — L'article 7 de la loi s'applique quand les époux sont séparés de fait.

Le juge de paix du 18^e arrondissement a rendu le 4 octobre 1907, un jugement portant application, en ce sens, de l'article 7.

Il n'est pas douteux que cette interprétation soit tout à fait conforme aux vues du législateur si l'on se reporte aux travaux préparatoires de la loi.

Pourtant le Tribunal civil de Boulogne-sur-mer a jugé en sens contraire le 5 mars 1908. Il a cassé par ce jugement une décision du juge de paix de Calais, canton sud, qui autorisait une femme séparée de fait à saisir-arrêter une partie des salaires du mari. Le tribunal a estimé que le terme dont s'est servi la loi : charges du ménage signifiait que les époux qui voudraient invoquer le bénéfice de l'article 7 devraient vivre en ménage, ensemble, sous le même toit. Le Tribunal faisait observer à l'appui de sa thèse que le Code employait, dans l'article 1537, au sujet de la séparation de biens conventionnelle

le terme « charges du ménage », dans le sens restrictif susvisé.

Les juges estimaient donc que les époux qui ont cessé de vivre en commun ne pouvaient qu'invoquer les articles 212 et 213 du Code civil, aux termes desquels, en cas de séparation de fait, et quand la faute de cette séparation n'est pas imputable au conjoint réclamant, l'allocation d'une pension alimentaire peut être exigée de l'autre époux.

Or, le premier argument émis par le Tribunal de Boulogne est inexact, En effet, l'article 1537 ne se sert pas du terme « charges du ménage », mais « charges du mariage », ainsi du reste que l'article 1409 § 5, qui met au passif de la communauté les « charges du mariage ». Or les auteurs aussi bien que la jurisprudence ont toujours estimé que ce terme s'appliquait même à la séparation de fait. D'ailleurs ménage et mariage sont généralement considérés comme synonymes et très souvent employés indistinctement aussi bien par les auteurs que par le Code. Il convient donc d'abandonner l'argument tiré du sens supposé des termes employés pour rechercher la pensée du législateur.

Or, nous avons déjà vu que les travaux préparatoires ne pouvaient laisser de doute, et c'est

en cas d'abandon que des règles particulières de saisie-arrêt avaient d'abord été édictées. Ce n'est que plus tard et par une heureuse extension que le texte a été élargi de façon à comprendre tous les cas.

Remarquons même que l'article 7 est conçu en termes assez généraux pour permettre l'attribution d'une pension alimentaire à l'époux séparé de fait par sa faute. M. Henri Lalou (1) ne partage pas cette opinion. C'est plutôt, d'ailleurs, nous semble-t-il, parce que cette solution le choque que par suite d'une conviction tirée de l'étude du texte lui-même. En y réfléchissant pourtant, il semble qu'une large interprétation ne peut avoir que des conséquences heureuses, car, la plupart du temps, les torts sont réciproques en cas de séparation, et les plus apparents ne sont souvent pas aussi condamnables que les torts cachés. Le juge de paix a, d'ailleurs, toute latitude pour faire opérer les saisies-arrêts dans la mesure qu'il juge convenable, et les considérations morales influenceront certainement sur les décisions à rendre.

Voici les termes du jugement du tribunal civil de Boulogne :

Dame Lepaire c. son mari. Jugement. Le

1. Dalloz périodique, 2^e, 1909, p. 18 (2^e partie).

Tribunal ; — attendu que les époux Lepaire-Dumont vivent séparés de fait depuis le 20 décembre 1904, la femme à Roubaix, le mari à Calais ; — attendu que la dame Lepaire, se prétendant hors d'état de suffire seule à ses besoins, a demandé à M. le juge de paix de Calais, canton sud, l'autorisation de saisir-arreter et de toucher, dans les termes de la loi du 13 juillet 1907, des appointements de son mari, une part proportionnelle à ses besoins ; — attendu que le défendeur a, en première instance, dénié que ladite loi fut applicable à l'espèce ; qu'il a, par suite, contesté la compétence de la juridiction saisie ; — attendu que, statuant par un seul et même jugement sur la compétence et sur le fond, le premier juge s'est déclaré compétent, a fixé à 80 francs la somme qu'il autorisait la femme à toucher mensuellement, sur les appointements de son mari, et déclaré le jugement exécutoire par provision, nonobstant appel et sans caution ; — attendu qu'il est interjeté appel de ce jugement et que l'appel est recevable en la forme ;

Sur la compétence ; — attendu que l'article 7 de la loi invoquée du 13 juillet 1908 porte littéralement que, faute par l'un des époux de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage, l'autre époux

pourra.....; — attendu que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas été édictée en vue de la situation d'époux qui ont cessé de vivre en commun; qu'en ce cas, celui des époux qui prétend droit à une pension alimentaire ne peut fonder son action que sur les dispositions des articles 212 et 213, C. civ.; qu'il doit, pour en justifier le principe, établir qu'il a été contraint à une habitation séparée par la faute de l'autre époux; — attendu que la loi précitée de 1907 n'a ni abrogé, ni modifié les dispositions des articles 212 et 213 précités; — que la jurisprudence formée sur ces articles subsiste donc entière; qu'elle a entendu protéger la famille d'abord, en assurant la répartition équitable et l'exécution des charges qu'elle comporte; protéger ensuite l'un des époux contre les appropriations abusives ou les dilapidations de l'autre époux; que l'article 7, en imposant, dans cet esprit, à chacun des époux de contribuer aux charges du ménage, a donné à l'expression « ménage » le sens usuel que lui donne d'ailleurs l'article 1537, C. civ., d'une famille groupée sous le même toit, dont chacun des membres est l'occasion de dépenses qui sont à prélever sur un fonds commun et constituent les charges qui le grèvent; — attendu qu'il suit de là que deux époux qui vivent séparés de

fait, se sont constitués chacun de son côté une existence indépendante dans une habitation distincte, n'ont plus, par suite, de charges communes, ne peuvent être tenus pour vivant en ménage; — attendu que cette situation étant celle de l'espèce, c'est à tort que M. le Juge de paix de Calais s'est déclaré compétent pour en connaître; que le jugement du 8 janvier dont est appel doit, en conséquence, être réformé;

Par ces motifs, dit que c'est à tort que la dame Lepaire a prétendu baser sa demande sur les dispositions de la loi du 13 juillet 1907; que cette loi était inapplicable en l'espèce, et M. le Juge de paix de Calais incompétent pour connaître de la demande; met, en conséquence, à néant le jugement du 8 janvier 1908; décharge l'appelant de toutes les condamnations prononcées contre lui, en principal, intérêts et frais; condamne la dame Lepaire en tous les dépens.

L'affaire fut d'ailleurs portée par la dame Lepaire devant la Cour de cassation qui, le 1^{er} février 1909, rendit un arrêt cassant le jugement du tribunal de Boulogne.

Voici un extrait dudit arrêt, publié dans le journal *Le Droit* (1) :

1. Journal *Le Droit*, 11 février 1909.

« Aux termes de l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907, le juge de paix peut autoriser l'un des époux à saisir-arrêter les salaires de l'autre, lorsque celui ne contribue pas spontanément, dans la mesure de ses ressources, à l'entretien du ménage, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les époux vivent ensemble ou séparés de fait. En conséquence, doit être cassé l'arrêt qui, dans cette dernière hypothèse, pour exclure une femme mariée du bénéfice de la disposition précitée, se fonde sur ce que la séparation de fait mettait, par elle seule, obstacle à l'application de la loi de 1907 ».

Cinquième espèce. — La femme peut ester en justice au sujet des litiges qui peuvent se produire en cas d'accident du travail par application de la loi du 9 avril 1898, sans être autorisée du mari, en vertu des dispositions de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907. — Il en serait différemment si l'intéressée invoquait les termes de l'article 1382 du C. civ.

La 1^{re} chambre du tribunal civil de la Seine avait à décider si une femme victime d'un accident du travail avait besoin de l'autorisation maritale pour réclamer en justice la rente qui lui est due par application de la loi du 13 juillet 1907. La solution affirmative a été admise, et avec raison sans aucun doute. Est-il besoin de

rappeler, une fois de plus, combien les termes de la loi sont larges ? L'article 6 doit recevoir son application chaque fois qu'un litige s'élève à l'occasion du travail de la femme. Il nous paraît donc qu'une salariée pourrait l'invoquer si elle poursuivait un tiers en raison d'un accident du travail, par application de l'article 1382 du C. civ., aussi bien que si elle invoquait les dispositions de la loi du 9 avril 1898. Le tribunal s'est prononcé incidemment pour la solution contraire, à tort, nous semble-t-il.

Un autre attendu du jugement comporte également une énonciation qui nous paraît inexacte. Il déclare, en effet, que la loi du 13 juillet 1907 accorde à la femme une indépendance absolue en ce qui concerne le contrat de travail qu'elle peut être appelée à passer.

La loi n'a aucunement traité cette question. Elle n'a réglementé que la libre disposition du salaire et des économies en provenant, aussi le mari pourra-t-il toujours interdire à sa femme de signer un contrat de travail, puisque l'épouse ne peut exercer une profession sans autorisation formelle ou tacite du mari.

Le jugement dont il s'agit a été rendu le 26 mars 1908, et est rédigé ainsi qu'il suit :

Le Tribunal ; — Attendu qu'à défaut de l'autorisation de son mari, qui l'a abandonnée, la

dame Clément sollicite l'autorisation de justice à l'effet d'ester en justice pour l'obtention d'une rente qu'elle réclame à un nommé Chartel à l'occasion d'un accident du travail dont elle a été victime ; — Mais attendu que la loi du 13 juillet 1907 accorde à la femme mariée une indépendance absolue, en ce qui concerne le contrat de travail qu'elle peut être appelée à passer et l'administration des gains et économies résultant de ce travail, ainsi que le libre exercice des actions personnelles qui en dérivent ; qu'il résulte, en effet, tant de l'esprit que du texte même de la loi précitée, que le législateur a entendu créer pour la femme mariée un pécule alimenté par le produit de son travail ; qu'il lui en a donné l'administration et la disposition, l'autorisant, en outre, à ester en justice dans toutes les contestations qui y sont relatives ; — Attendu que la loi de 1907 ne vise pas expressément l'indemnité due à l'occasion d'un accident du travail, mais qu'il convient de rechercher si les dispositions ne sont point applicables en cette matière ; — Attendu tout d'abord que l'enquête consécutive à tout accident du travail est de nature à fournir la justification exigée par l'article 1^{er}, § 4, pour établir que la femme exerce une profession distincte de celle de son mari ; — Attendu que la femme victime d'un accident du

travail peut avoir droit à une indemnité de demi-salaire jusqu'à la consolidation de sa blessure ; qu'il n'est point contestable que cette indemnité fait partie du pécule de la femme, puisqu'elle est la représentation même de partie de son salaire ; — Attendu qu'elle peut avoir droit, en outre, à une rente forfaitaire, calculée d'après son salaire ; — Attendu que cette rente doit être également considérée comme rentrant dans son pécule, puisqu'elle est, sinon la représentation de son salaire, du moins la représentation de la réduction de salaire qu'elle a subie par suite de l'accident du travail, la rente dont s'agit ayant précisément pour but de compenser l'amoindrissement de salaire qui en a été la conséquence ; — Attendu que la femme peut aussi réclamer le remboursement des frais de médecin et de pharmacien, mais que cette dépense, qui est née pour elle à l'occasion de son travail, serait, si elle était recouvrée sur le patron, prélevée par la femme sur son salaire ; — Qu'en ce qui concerne la demande éventuelle d'attribution du quart du capital nécessaire à l'établissement de la rente, c'est encore là une opération permise à la femme par l'article 1^{er}, § 3 de la loi de 1907, qui autorise l'aliénation des biens acquis par la femme au moyen de son travail ; — Qu'en ce qui touche la discussion possible de la femme

inexcusable, il s'agit aussi d'une question qui aura pour effet d'abaisser ou d'élever la rente, et, par conséquent, ainsi qu'il est ci-dessus précisé, d'un point qui touche au salaire ; — Attendu que l'on objecterait vainement qu'en matière d'accident du travail, la responsabilité d'un tiers peut être engagée et que la femme peut être amenée à réclamer en justice quelque chose qui ne sera pas la représentation de son salaire ; que, dans ce cas, en effet, il ne s'agira plus d'une instance sur un accident du travail, mais d'une procédure qui en serait tout à fait indépendante, et qui pourra ne pas rentrer dans la prévision de la loi du 13 juillet 1907 ; - Attendu, en conséquence, que la dame Clément a qualité pour ester en justice, dans l'instance relative à l'accident du travail dont elle a été victime ; qu'il n'y a pas lieu d'admettre sa requête ; — Par ces motifs, dit n'y avoir lieu à autorisation ; rejette la requête. »

Sixième espèce. — Les femmes mariées, en vertu de la loi du 13 juillet 1907, peuvent assigner sans autorisation maritale. De même leurs adversaires n'ont pas besoin de mettre en cause le mari.

L'espèce est assez embrouillée. Les comparants ne réclamaient pas seulement d'ailleurs l'application de la loi du 13 juillet 1907.

Les dames M... et V... voulaient faire admettre par le tribunal la solution suivante : en vertu de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1907, une femme peut bien ester seule en justice, sans autorisation maritale, mais la loi n'a rien dit des adversaires de la femme qui, eux, doivent continuer à mettre en cause le mari.

C'était là une opinion insoutenable, car l'assignation faite par la femme ne faisant pas mention du mari, il ne pouvait être fait grief aux adversaires d'avoir répondu par un commandement adressé à la femme seule. D'autre part, l'article 6 emploie le terme très général d'ester en justice, ce qui indique que le mari doit être tenu à l'écart de toute l'instance, aussi bien par la femme que par la partie adverse.

Voici, d'ailleurs, les termes du jugement (1) :

TRIBUNAL CIVIL DE BORDEAUX

Audience du 9 novembre 1908

« Le Tribunal,

« Attendu que les époux Morisson et les époux Veyssset ont fait une opposition dont la recevabilité n'est pas contestée, à un jugement du 6 jan-

1. Voir journal *Le Droit*, 15 et 16 février 1909.

vier 1908 par lequel : 1° un commandement fait à la requête des dames Morisson et Veysset à la dame Hagueman fut annulé ; 2° les dames Morisson et Veysset furent condamnées à 500 francs de dommages-intérêts ; — Attendu que lesdits opposants arguent, tout d'abord, de ce que l'assignation en nullité de commandement susvisée serait elle-même nulle pour avoir instancié les dames Morisson et Veysset seules, c'est-à-dire en dehors de leurs maris ; — Mais attendu que les dames Morisson et Veysset s'étaient, de leur côté, gérées, dans leur acte de poursuite, soit comme n'étant plus mariées, soit comme ayant droit au bénéfice de la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme ; que, par suite, elle ne sauraient être admises, en ce qui les concerne, à reprocher aux époux Hagueman une erreur dans laquelle elles les auraient fait tomber ;

« Que, au surplus, la loi précitée est applicable à la créance dont il s'agit ; que, en réalité, les sieurs Morisson et Veysset ne déniaient pas ce point ; que seulement à leurs dires, si leurs femmes étaient aptes à ester en justice sans eux pour réclamer leur dû, et si même elles avaient qualité pour poursuivre leur paiement sans se faire autoriser par eux, leurs débiteurs n'en auraient pas moins été tenus, s'ils voulaient

résister, de les mettre eux-mêmes en cause ;

« Que, manifestement, une pareille prétention est insoutenable ; qu'elle serait mieux de nature à se retourner contre ses auteurs ; que, en effet, le texte qui régit la matière étant interprété comme se bornant à conférer le droit d'ester en justice en demandant, s'il y avait nullité de l'opposition au commandement pour défaut d'assignation des maris, il y aurait, *a fortiori*, nullité de commandement pour défaut d'autorisation des femmes et qu'ainsi le moyen en discussion doit être rejeté tant qu'il est invoqué par les maris, comme en tant qu'il est invoqué par les femmes ;

.

« Or, attendu que, en cet état, l'action des époux Hagueman reste injustifiée ; et attendu, toutefois, qu'il échet, d'après les renseignements fournis au procès, d'imputer la faute aux époux Morisson et Veyssset d'avoir laissé statuer une première fois par défaut contre eux ;

« Par ces motifs,

« Met le jugement du 6 janvier 1908 à néant, rejette la demande des époux Hagueman et compense en tous les dépens. »

CONCLUSION

Au terme de cette étude, on doit se demander qu'elle est l'utilité pratique d'une loi qui a, en droit, une importance si considérable.

Plusieurs de ceux qui ont pris la part la plus large dans son élaboration estiment que la loi sur le libre salaire était indispensable, mais que son application restera restreinte.

Dans cet ordre d'idées, M. Saleilles (1) fait connaître l'opinion de M. Martin, professeur de droit à Genève, ville qui possède depuis 1894 une législation du salaire de la femme mariée.

«...Tout d'abord, je m'étais adressé à M. Martin, professeur de droit civil à l'Université de Genève, afin d'avoir par lui quelques indications sur les résultats de fait de la loi genevoise de 1894.

M. Martin, en me répondant, déclare que la

1. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1902, p. 105-106.

loi de 1894 n'a pas eu de résultats pratiques très appréciables ; elle a sans doute une grande valeur théorique, parce qu'elle affirme un principe éminemment juste. Mais, pratiquement, elle n'a pas changé grand'chose à ce qui se passait antérieurement, faute de sanction suffisante. Pour ce qui est des bons ménages, elle ne modifie pas l'état de choses existant, et, pour ce qui est des mauvais, elle n'a pu empêcher que les maris débauchés et violents, qui veulent s'emparer des biens de leurs femmes, puissent après comme avant, jouer de la force du poing. »

Il semble bien que cette opinion soit l'expression exacte de la vérité. La femme ouvrière, pour qui la loi du 13 juillet 1907 a été faite principalement, jouira peu des effets bienfaisants de la nouvelle législation. Ou l'épouse n'aura pas besoin d'invoquer la loi pour être traitée comme il convient par son mari, ou bien la femme, malheureuse en ménage, ne connaîtra pas la loi, ou n'osera pas la faire appliquer.

D'ailleurs un texte comme celui dont il s'agit ne fait qu'établir un accord nécessaire entre la législation et un état de fait existant depuis longtemps dans le pays.

Remarquons, d'autre part, que si la loi ne trouve pas toute l'application que certains pou-

vaient espérer, elle pourra avoir dans nombre de cas une influence très heureuse. En effet, elle sera invoquée fréquemment par les femmes commerçantes ; de même, les femmes abandonnées pourront réclamer, quand ce sera nécessaire, une saisie-arrêt d'une partie des salaires du mari.

Enfin, un grand nombre de femmes qui n'auront pas voulu avoir recours à la justice pour sauvegarder leurs intérêts en présence de maris dissipateurs, auront la ressource, à la dissolution de la communauté, de renoncer à celle-ci, en conservant les économies faites sur leurs gains.

Il faut regretter toutefois que la loi ne se soit pas préoccupée d'un point très important : celui de la nécessité de l'autorisation maritale pour permettre à la femme d'exercer une profession quelconque.

Il y a certes un grand intérêt à décider que la femme aura la libre disposition du produit de son travail, mais quelle peut être la portée d'un pareil texte, si le mari peut supprimer le travail lui-même ?

Il y a là une contradiction qui s'explique par ce fait que le législateur n'a pas envisagé tout le problème. Il devra se décider tôt ou tard à apporter de nouvelles modifications aux règles

du Code. L'incapacité de la femme mariée est supprimée sur un point, mais ce n'est qu'un terme de l'évolution.

Celle-ci sera accomplie lorsque, comme en Angleterre, la législation française aura admis comme régime légal le régime de séparation de biens, en le modifiant suffisamment pour que la femme soit enfin pleinement capable.

Ne nous abusons pas, d'ailleurs ; pas plus que la loi du 13 juillet 1907, cette législation de l'avenir ne changera de façon profonde le genre de vie des ménages, mais elle est nécessaire, inévitable, car il s'agit de consacrer en droit une situation que les mœurs ont déjà acceptée en fait.

VU :

Le Président de la thèse,

AMBROISE COLIN

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — La femme mariée, ses droits, ses devoirs et ses intérêts pécuniaires, Paris, 1899.
- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil français, 5^e édition, 1907.
- BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS ET SURVILLE. — Traité du contrat de mariage, 3^e édition, 1906.
- DAMEZ. — Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe, thèse Lyon, 1905.
- GASTALDI. — Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage, thèse, Paris, 1908.
- HUGUÉ. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail, thèse, Paris, 1902.
- LYON-CAEN ET RENAULT. — Précis de droit commercial, 9^e édition.
- LÉON LYON-CAEN. — Notice et notes sur la loi du 13 juillet 1907. Annuaire de législation française, 1908.
- MORIDE. — Des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale.
- PICHON. — Du libre salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage, Paris, 1908.
- PLANIOL. — Traité de droit civil, 4^e édition, t. III, 1908.
- SALEILLES. — Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public (Bulletin de la Société d'études législatives 1907, p. 563-595).
- Société d'études législatives (Bulletin de la), années 1901-1902, 1907, 1909 (vol. 1^{er}).

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.	1
PREMIÈRE PARTIE. — RÉGIME DU CODE ET LOIS PRÉ-	
LIMINAIRES	7
§ 1. — Le Code civil et les salaires de la femme mariée.	7
§ 2. — Réaction contre les principes du Code et premières lois d'émancipation féminine	14
DEUXIÈME PARTIE. — MOUVEMENT D'OPINION ET VOTE	
DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907	25
§ 1. — Quelques lois étrangères sur la question. .	27
§ 2. — Propositions diverses et travaux de mise au point	33
§ 3. — Discussion au Sénat	42
TROISIÈME PARTIE. — ETUDE CRITIQUE DE LA LOI .	
§ 1. — Etendue de la loi quant aux personnes. .	48
§ 2. — Etendue de la loi quant aux biens. . . .	54
§ 3. — Situation nouvelle créée dans le ménage. .	62
§ 4. — Situation nouvelle des tiers.	82
§ 5. — Contribution des époux aux charges du ménage	94

§ 6. — Application de la loi nouvelle à quelques cas spéciaux	Pages 96
QUATRIÈME PARTIE. — QUELQUES INTERPRÉTATIONS DE JURISPRUDENCE	109
CONCLUSION	129
BIBLIOGRAPHIE	133

